

Canadian  
Forces  
College

Collège  
des  
Forces  
Canadiennes



## VERS UNE DEMILITARISATION DE L'EUROPE ? MANIFESTATIONS, RACINES, CONSEQUENCES ET LIMITES

Major Jean-Baptiste Vouilloux

**JCSP 38**

**Master of Defence Studies**

**Disclaimer**

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2012

**PCEMI 38**

**Maîtrise en études de la défense**

**Avertissement**

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2012.



CANADIAN FORCES COLLEGE/COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 38/ PCEMI N° 38

MDS RESEARCH PROJECT/PROJET DE RECHERCHE MED

**VERS UNE DEMILITARISATION DE L'EUROPE ?**

**Manifestations, racines, conséquences et limites.**

By/par Major Jean-Baptiste VOUILLOUX

*This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfillment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.*

*La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.*

Word Count: 22749

Compte de mots : 22749

## RÉSUMÉ

Depuis 2009, les Etats membres de l'Union Européenne réduisent leur budget de défense de manière constante et déterminée. Cette dynamique, justifiée par la crise financière de 2008, touche toutes les régions de l'Europe, même si elle est loin de s'appliquer aux autres parties du globe. Cette étude vise à démontrer que cette évolution est animée par des forces profondes de nature politique, culturelle et sociale. En effet, elle prend ses racines dans une volonté de sortir de l'Histoire et s'inscrit dans l'évolution des sociétés postmodernes. C'est pourquoi, persuadés que le reste du monde adoptera leur modèle d'intégration pacifique, les Européens renoncent aux attributs de la puissance guerrière, héritage d'une longue histoire troublée. Aussi, cette démilitarisation de l'Europe se traduit déjà par des déficits capacitaires et opérationnels ; or ce désarmement unilatéral est indéniablement dangereux dans un monde où les tensions se multiplient. Pour autant, la démilitarisation de l'Europe n'est pas inéluctable, à condition que les Européens appréhendent avec lucidité les conséquences de la mondialisation et qu'ils comprennent que l'outil militaire demeure indispensable pour défendre leurs intérêts. De même, il leur faudra tirer les conclusions de leur situation économique et stratégique, en acceptant une mutualisation croissante, mais pragmatique, de leurs capacités militaires.

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	4
PREMIERE PARTIE : ETAT DES LIEUX DES CAPACITES MILITAIRES EUROPEENNES PAR RAPPORT AUX TENDANCES MONDIALES.....	9
Chapitre 1 : un contexte défavorable en Europe. ....	10
A) Des dépenses militaires en baisse.....	10
B) Restructurer pour mieux économiser. ....	13
C) L'Europe de la défense en difficulté. ....	17
Chapitre 2 : une dynamique inverse dans le reste du monde. ....	21
A) Les perspectives de l'empire américain. ....	21
B) Les puissances militaires émergentes.....	25
C) La Russie comme étude de cas.....	29
DEUXIEME PARTIE : LES CAUSES PROFONDES DE LA DEMILITARISATION EUROPEENNE .....	34
Chapitre 3 : l'éloignement de la guerre.....	35
A) Le poids du passé. ....	35
B) Le temps des illusions. ....	39
C) Le <i>Soft power</i> selon Bruxelles.....	43
Chapitre 4 : la démilitarisation des sociétés européennes. ....	48
A) Le crépuscule des institutions militaires. ....	48
B) L'éloignement du guerrier.....	52
C) L'identité militaire en danger.....	56
TROISIEME PARTIE : CONSEQUENCES ET LIMITES DE LA DEMILITARISATION DE L'EUROPE .....	63
Chapitre 5 : les conséquences de la démilitarisation de l'Europe. ....	64
A) L'Europe encerclée. ....	64
B) De l'utilité de l'outil militaire. ....	69
C) Le déclin militaire européen.....	73

Chapitre 6 : la démilitarisation de l'Europe n'est pas irréversible.....	78
A) Les atouts d'un héritage. ....	78
B) Le temps des opportunités.....	82
C) Quelques pistes pour mettre fin à la démilitarisation de l'Europe. ....	87
 CONCLUSION.....	 93

« La démilitarisation de l'Europe – où une grande partie du public et de la classe politique est opposée à la force militaire et aux risques qui y sont associés – fut une bénédiction au 20<sup>ème</sup> siècle pour devenir au 21<sup>ème</sup> siècle une entrave à la recherche d'une sécurité et d'une paix durable ». Robert Gates, secrétaire d'Etat américain à la Défense, le 23 février 2010<sup>1</sup>.

## INTRODUCTION

En décembre 1995, les accords de Dayton mettent un terme à la guerre de Bosnie : ces négociations, habilement initiées et menées par les Etats-Unis, concluent un cauchemar qui aura duré trois ans. Avec son lot de crimes contre l'humanité et de victimes civiles, ce conflit s'est déroulé à quelques centaines de kilomètres des grandes capitales européennes, et ce moins d'un demi-siècle après la Seconde Guerre Mondiale. Pour autant, les pays d'Europe ont été incapables de régler seuls une crise qui se déchaînait sur leur propre sol car ce sont les frappes aériennes de l'OTAN et le volontarisme américain qui ont finalement réussi à faire taire les armes<sup>2</sup>.

Quelques années plus tard, en mars 2011, les troupes du colonel Kadhafi subissent les premières frappes aériennes occidentales autour de Benghazi. Malgré l'implication majeure de la France et du Royaume-Uni, c'est l'OTAN qui assurera rapidement la conduite des opérations avec un appui américain, discret mais indispensable. Au préalable, les pays européens n'ont pas été capables de s'accorder sur la pertinence de cette opération. Plus grave, ils ont prouvé qu'ils ne disposaient pas des capacités militaires requises pour mener ce type d'intervention de manière autonome. Entre Dayton et Benghazi, il faut enfin évoquer la

---

<sup>1</sup>Cette citation est extraite d'un discours prononcé à Washington à l'occasion d'un séminaire sur le concept stratégique de l'OTAN.

<sup>2</sup>Général Henri Paris, « La mort ou l'échec de la défense européenne dans les Balkans », *Géostratégiques*, n°31 (2<sup>o</sup> trimestre 2011), p 67-68.

campagne aérienne du Kosovo qui a été intégralement planifiée et principalement exécutée par les forces américaines.

Ainsi, en quinze ans et à trois reprises, les pays européens ont démontré leur impuissance à conjuguer leurs forces pour défendre leurs intérêts lorsqu'ils ne bénéficiaient pas d'un appui extérieur. Cette impuissance traduit certes un manque de volonté politique mais elle révèle aussi un déficit de capacités militaires. En effet, depuis la fin de la Guerre Froide, la plupart des Etats européens tendent à réduire drastiquement les investissements consacrés à la défense et renoncent parfois à des pans capacitaires complets. Cette tendance est encore plus flagrante depuis la crise financière de 2008 : ainsi, en 2010 et en 2011, les budgets de défense des pays de l'Union Européenne ont quasiment tous baissé, parfois de manière conséquente. Pourtant, cette évolution est loin de s'appliquer aux autres parties du globe car, en termes de puissance militaire, l'écart ne cesse de se creuser avec les Etats-Unis tandis que certains pays émergents connaissent des augmentations à deux chiffres de leur budget de défense. On assiste donc bien à une démilitarisation progressive de l'Europe.

Aussi, convient-il de s'interroger sur les modalités, les causes et les conséquences de cette démilitarisation : la crise économique de 2008 et les dettes publiques européennes suffisent-elles à l'expliquer ? De même, quelles sont les conséquences possibles de cette dynamique : l'Europe a-t-elle vraiment besoin de compter militairement pour affronter la nouvelle donne stratégique ? Surtout, cette démilitarisation est-elle inéluctable ?

En répondant à ces questions, il sera démontré que la démilitarisation de l'Europe n'est pas un épiphénomène ou une dynamique passagère ; elle correspond en fait à une problématique

de fond animée par des forces profondes de nature politique, culturelle et sociale. Elle s'appuie aussi sur la vision d'un monde pacifié, débarrassé de la menace soviétique et régulé par la superpuissance américaine. C'est pourquoi, persuadés que le reste du monde adoptera leur modèle d'intégration, les Européens renoncent aux attributs de la puissance guerrière, héritage d'une longue histoire troublée. La démilitarisation de l'Europe sera difficile à enrayer car elle s'inscrit dans un contexte économique très morose, mais aussi dans l'évolution des sociétés postmodernes ainsi que dans une volonté profonde de sortir de l'Histoire. Pour autant, elle n'est pas inéluctable à condition que les Européens appréhendent avec lucidité les conséquences de la mondialisation.

Cette étude ne se limitera pas aux données capacitaires et budgétaires, même si celles-ci demeurent révélatrices, car de nombreuses publications ont déjà exploré ces domaines en détail. Il ne s'agira pas non plus de se focaliser sur les dimensions géostratégiques ou sociétales de la démilitarisation de l'Europe : en fait, ce travail ne prétend pas se spécialiser dans un domaine particulier. L'objectif consistera plutôt à privilégier une approche généraliste du sujet afin de mieux en saisir les multiples facettes et les logiques profondes. Ainsi, la démilitarisation de l'Europe sera analysée à travers l'évolution historique de l'Europe au 20<sup>ème</sup> siècle, en insistant particulièrement sur la construction européenne. De même, les mutations sociétales des pays européens seront étudiées car elles ont considérablement influencé la perception de la guerre en Europe. A ce titre, ce travail ne saurait faire l'impasse sur la place du militaire dans les sociétés européennes à travers le prisme des études sociologiques. Enfin, il est nécessaire de mettre en perspective cette démilitarisation par l'examen des grandes tendances perceptibles dans le monde contemporain en termes de puissance militaire. Il est évidemment impossible de traiter cet aspect

du sujet sans insister sur le rôle de l'OTAN et des Etats-Unis car ces deux entités demeurent profondément liées au sort de l'Europe.

Au niveau des sources, en plus des ouvrages ayant trait au sujet, des données, des études et des articles récents seront utilisés, sachant que la démilitarisation de l'Europe commence à susciter une multitude d'analyses et de réactions. De plus, même s'il est nécessaire de conserver un certain recul, l'actualité récente sera exploitée tant elle fut riche en rebondissements majeurs. L'auteur sollicitera aussi sa brève mais instructive expérience au sein de l'Etat-Major de l'Union Européenne (EMUE) de février à juillet 2011.

En ce qui concerne le cadre géographique, cette étude sera délibérément limitée aux pays membres de l'Union Européenne (UE). En effet, en partant du postulat que l'Europe culturelle et géographique comprend quatre ensembles (les espaces danubien, baltique, méditerranéen et atlantique), ses frontières excluent donc la Russie, l'Ukraine et la Turquie, même si cette délimitation fait encore l'objet de polémiques<sup>3</sup>. Or les pays composant ces quatre espaces européens sont quasiment tous membres de l'Union Européenne<sup>4</sup>. Ainsi, depuis l'élargissement de 2004, l'Union Européenne correspond presque à l'Europe géographique et on peut désormais considérer que le sort de ces deux entités se confond. Ce constat permettra donc d'étudier la démilitarisation de l'Europe à la lumière des attermolements de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD). Malgré ce cadre choisi, la Russie, dont l'influence sur l'Europe demeure déterminante, sera régulièrement évoquée, d'autant plus que ce pays n'entretient pas du tout une logique de démilitarisation.

---

<sup>3</sup>Aymeric Chauprade, *Géopolitique : Constantes et changements dans l'histoire* (Paris : Ellipses, 2007), p. 555-558.

<sup>4</sup>A l'exception de la Norvège, de la Suisse, de la Croatie, de la Serbie, de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro, de la Macédoine et de l'Albanie.

La démonstration sera articulée autour de trois parties principales. Dans un premier temps, un état des lieux de l'évolution des capacités militaires européennes par rapport aux tendances mondiales sera effectué (première partie). En effet, la morosité du contexte européen justifie une vague de réductions des budgets de défense sans précédents, dont les effets seront détaillés à travers l'exemple de quelques pays d'Europe. Par ailleurs, la panne actuelle de la PESD sera abordée. Puis, il sera démontré que la dynamique mondiale est inverse car les Etats-Unis continuent à forger une supériorité militaire écrasante, tandis que les puissances émergentes investissent massivement dans leurs outils de défense afin de peser dans le nouvel équilibre international.

Après avoir étudié les circonstances de la démilitarisation de l'Europe, ses causes profondes seront analysées (deuxième partie). En effet, les Européens ont bâti leur histoire sur les champs de bataille puis ont rejeté cet héritage guerrier après les conflagrations du 20<sup>ème</sup> siècle, tandis que l'Union Européenne s'est construite sur le refus des rapports de forces. De plus, les révolutions sociétales seront évoquées afin de mieux comprendre l'évolution du regard des sociétés européennes vis-à-vis de la guerre et des institutions militaires.

Enfin, la démonstration s'attardera sur les limites de la démilitarisation de l'Europe (troisième partie). Mais au préalable, il conviendra d'envisager les conséquences possibles de cette dynamique en insistant sur les pertes capacitaires prévisibles ainsi que sur l'aptitude des Européens à défendre leurs intérêts vitaux dans un contexte mondial instable. Se démarquant d'une lecture trop « décliniste » du futur de l'Europe, l'étude démontrera finalement que la démilitarisation de l'Europe n'est pas forcément inéluctable, à condition que les Européens sortent de leur somnolence post-historique.

## **PREMIERE PARTIE : ETAT DES LIEUX DES CAPACITES MILITAIRES EUROPEENNES PAR RAPPORT AUX TENDANCES MONDIALES**

En 2011, un certain nombre de pays européens étaient impliqués dans deux coalitions militaires majeures, en Afghanistan et en Libye. Cependant, cet activisme conjoncturel cache une réalité que les chiffres révèlent sans ambages : l'Europe compte de moins en moins militairement dans le monde.

Dans un premier chapitre, une étude des données budgétaires permettra de préciser les circonstances qui appuient ce constat. En effet, il apparaît que sur les années 2010 et 2011, les budgets de défense des pays européens ont connu des baisses parfois considérables. Les causes immédiates de ces coupes budgétaires sont évidentes : elles demeurent guidées par un marasme économique qui devrait pérenniser ces pressions budgétaires au moins jusqu'en 2030. En outre, il sera démontré que les Etats membres de l'Union Européenne, même s'ils sont tous touchés, réagissent différemment à cette situation. Enfin, pour compléter ce tableau d'un contexte excessivement défavorable, l'impasse actuelle de l'Europe de la défense sera aussi analysée<sup>5</sup>.

Dans un deuxième chapitre, il apparaîtra que dans un environnement international en pleine mutation, l'Europe décline en termes de puissance militaire. Non seulement il lui est de plus en plus difficile de suivre le géant américain, dont la démesure militaire ne cesse de creuser l'écart avec les autres Etats, mais les pays émergents consentent des investissements

---

<sup>5</sup>Le terme "Europe de la défense" sera systématiquement appliqué à la Politique Européenne de Sécurité et de Défense Commune (PESD), c'est-à-dire aux initiatives adoptées par l'Union Européenne en vue d'intégrer des capacités militaires.

considérables pour se doter des attributs militaires de la puissance. Cette évolution contrastée sera donc mise en exergue, tandis que le cas particulier de la Russie sera aussi évoqué car ce pays, « presque européen », est parvenu à inverser sa dynamique de démilitarisation.

Ainsi, cette première partie permettra de discerner les origines à court terme de la démilitarisation de l'Europe ainsi que ses effets immédiats au sein des forces armées nationales, tout en inscrivant cette évolution dans le contexte stratégique mondial.

## **Chapitre 1 : un contexte défavorable en Europe.**

### A) Des dépenses militaires en baisse.

Lors d'un entretien avec un journaliste, Etienne de Durand, spécialiste français des relations internationales, constatait qu'« à l'échelle du monde, le seul continent qui désarme avec constance depuis vingt ans, c'est l'Europe ! »<sup>6 7</sup>. De prime abord, cette opinion semble exagérément pessimiste, surtout si l'on se cantonne au domaine budgétaire : en effet, entre 2001 et 2010, les Etats membres de l'Union Européenne ont augmenté leurs dépenses militaires de 28 milliards de dollars<sup>8</sup>. De même, l'addition des budgets de défense de ces mêmes Etats membres

---

<sup>6</sup>Etienne de Durand est le directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI).

<sup>7</sup>Atlantico, « L'Europe en voie de clochardisation militaire », <http://www.atlantico.fr/decryptage/europe-defense-armee-militaire-difficultes-demilitarisation-intervention-libye-81550.html> ; Internet ; consulté le 10 janvier 2012.

<sup>8</sup>Stockholm International Peace Research Institute, *Yearbook 2011* (Oxford: Oxford University Press, 2011), p. 195.

représente encore environ 200 milliards de dollars, certes derrière les Etats-Unis mais loin devant la Chine<sup>9</sup>. De plus, en 2010, le Royaume-Uni et la France figuraient toujours dans le classement des cinq premières puissances mondiales en termes d'investissements de défense<sup>10</sup>. En fait, si l'on se réfère aux données budgétaires de ces vingt dernières années à l'échelle européenne, on observe un véritable tournant en 2009.

Chaque année, le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) publie un recueil de données sur les investissements de défense au niveau international<sup>11</sup>. La version éditée en 2011 porte sur l'année 2010 : elle révèle que l'Europe est le continent où les dépenses militaires ont le plus baissé par rapport à l'année précédente (-2,8%). De plus, elle permet de constater une vague de coupes budgétaires drastiques dans certains pays, avec une réduction atteignant parfois un quart des budgets de défense : c'est le cas de la Bulgarie (-27%), de la Lettonie (-26%), de l'Estonie (-23%) et de l'Albanie (-20%). Cette même année, quatre autres pays ont réduit de plus de 10% leurs dépenses militaires : la Slovaquie (-17%), la Lituanie (-15%), la Grèce (-11%) et la Hongrie (-10%)<sup>12</sup>. Ce rapport du SIPRI représente donc un intérêt certain car il offre un bon aperçu des conséquences immédiates de la crise économique de 2008. Néanmoins, cette analyse à court terme demeure trop limitée pour en conclure à un désarmement européen.

A ce titre, l'étude commandée par le Parlement européen, en 2011, est plus révélatrice : en effet, cette institution a souhaité déterminer les conséquences de la crise financière au sein des

---

<sup>9</sup>Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power* (Oxon: Routledge, 2012), p. 72-73.

<sup>10</sup>Stockholm International Peace Research Institute, *Yearbook 2011...*, p. 183.

<sup>11</sup>*Ibid.*

<sup>12</sup>*Ibid.*, p. 186.

Etats membres de l'Union européenne<sup>13</sup>. Ayant été publiée plus récemment, cette étude a le mérite de prendre en compte une partie des données de l'année 2011 et de confirmer que quasiment tous les pays européens ont été affectés par des réductions budgétaires ou font l'objet de réductions programmées. Ainsi, les plus importants n'ont pas été épargnés, à savoir le Royaume-Uni (-8% prévus sur le budget militaire entre 2011 et 2014) ou l'Allemagne (8,3 milliards d'euros d'économie prévus entre 2011 et 2013). Par ailleurs, il apparaît que les puissances militaires moyennes poursuivent leurs réductions budgétaires progressives comme l'Espagne (-6,2% en 2010 et -7% en 2011) ou la République Tchèque (-10% en 2011). Enfin, certains pays particulièrement touchés par la crise initient des coupes sombres comme la Grèce (-19% en 2011) ou la Roumanie (-17 % en 2011). Si la France, la Pologne, le Danemark et la Finlande parviennent péniblement à maintenir leurs budgets respectifs, seule la Suède planifie une hausse substantielle de son budget de défense jusqu'en 2015<sup>14</sup>.

Toutes ces données sont soumises à des évolutions constantes et ne prennent pas en compte les développements récents de la crise de la zone euro. Pour autant, le rapport du Parlement européen propose une analyse des causes de ces réductions budgétaires. Sans surprise, la crise économique est montrée du doigt : elle a frappé de plein fouet l'Europe en 2008, provoquant une hausse des dettes publiques et une instabilité financière. Lucidement, les auteurs du rapport soulignent que les nations européennes sont condamnées à effectuer des économies sur leurs dépenses publiques afin d'éviter une banqueroute. Naturellement, les budgets militaires ne sont pas épargnés par ces mesures d'économie : au contraire, ils servent souvent de variable d'ajustement par rapports à d'autres budgets jugés plus sensibles ou prioritaires. En outre, le

---

<sup>13</sup>Christian Mölling and Sophie-Charlotte Brune, *The Impact of the Financial Crisis on European Defense* (Bruxelles: European Parliament, 2011).

<sup>14</sup>*Ibid.*, p. 36-37.

rapport estime que les gouvernements seront soumis à des pressions budgétaires jusqu'en 2030. En effet, deux décennies seront nécessaires pour retrouver des niveaux de dette acceptables, d'autant plus que les pays européens connaîtront simultanément un vieillissement de leur population, dont les conséquences économiques seront lourdes<sup>15</sup>.

Ainsi, la récente baisse généralisée des budgets de défense est assez spectaculaire pour motiver les inquiétudes du Parlement européen. Pour autant, ce sont bien les perspectives à long terme qui sont alarmantes car il faut s'attendre à la poursuite de cette dynamique générale. A titre d'exemple, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) encourage ses membres à consacrer 2% de leur Produit Intérieur Brut (PIB) aux dépenses de défense : or il est probable que cet objectif apparaîtra bientôt comme une ambition irréalisable. Mais avant d'inscrire cette évolution dans le contexte mondial, il convient d'ores et déjà d'examiner les dispositions prises par les pays de l'Union Européenne afin de s'adapter à cette nouvelle donne budgétaire.

#### B) Restructurer pour mieux économiser.

Dans ce contexte morose, les Etats européens réagissent différemment selon leurs ambitions ou leur histoire. La plupart de ces pays avaient déjà profondément renouvelé leur appareil militaire pour l'adapter à la nouvelle donne stratégique post-Guerre froide. Depuis la

---

<sup>15</sup>*Ibid.*, p. 34-35.

crise financière de 2008, on assiste à un nouveau vent de réformes au sein des institutions militaires européennes : toutes sont guidées par des impératifs économiques.

En règle générale, les restrictions budgétaires peuvent agir sur cinq paramètres : le niveau d'ambition stratégique, le volume en personnels, l'acquisition d'armements, la maintenance des matériels et les engagements internationaux<sup>16</sup>. Le plus déterminant demeure le niveau d'ambition car c'est lui qui détermine les autres paramètres. De même, trois grandes tendances sont observables au sein des nations européennes : les plus petites puissances militaires cherchent à se spécialiser en se concentrant sur des capacités dites « de niche » (*niche capabilities*). De nombreux pays d'Europe orientale ont choisi cette option, qui leur permet de conserver un rôle de figurant à moindre coût<sup>17</sup>. Les puissances militaires moyennes aspirent plutôt à rationaliser leurs dépenses militaires en se concentrant sur leurs capacités expéditionnaires : c'est le cas des Pays-Bas ou du Danemark par exemple. Ces pays n'ont plus la capacité de soutenir une opération exclusivement nationale, l'enjeu consiste donc à pouvoir tenir leurs engagements internationaux. Enfin, les acteurs militaires les plus importants veulent conserver des forces polyvalentes (*full spectrum forces*), aptes à agir au sein d'une coalition ou de manière autonome, aussi bien dans un contexte de stabilisation que d'affrontement conventionnel. C'est probablement pour ces derniers que les pressions budgétaires sont les plus contraignantes : en

---

<sup>16</sup>*Ibid.*, p. 38. Le niveau d'ambition se réfère au rôle stratégique souhaité par le pays en question : on peut le mettre en relation avec les engagements internationaux car ils dépendent du niveau d'ambition. Le volume des personnels et la maintenance des matériels représentent des investissements coûteux, à ce titre, ces paramètres sont prioritairement touchés dans un contexte de réduction budgétaire. Enfin, l'acquisition d'armement pâtit forcément des coupes budgétaires : mais dans ce cas, ce sont des secteurs aussi cruciaux que la recherche et le développement ou les industries nationales qui en pâtissent.

<sup>17</sup>*Ibid.*, p. 39. On peut citer les opérations spéciales pour la Roumanie ou le domaine Nucléaire-Bactériologique-Chimique (NBC) pour la République Tchèque.

effet, dans un environnement de crise économique, il faut beaucoup de détermination à un gouvernement pour garantir les budgets nécessaires à de telles ambitions. Plutôt que de se concentrer sur les pays qui n'existent tout simplement pas militairement et continuent à réduire le peu de capacités qui leur restent, il est plus intéressant de prendre en considération l'impact de la crise dans des pays dont les forces armées jouissent d'une reconnaissance internationale et qui s'impliquent traditionnellement dans les opérations multinationales.

Le Royaume-Uni partage avec la France le statut de première puissance militaire européenne. Lourdemment engagées en Afghanistan, les forces britanniques conservent une excellente réputation de professionnalisme ainsi qu'une aptitude reconnue à se projeter. Mais la crise financière de 2008 et le niveau de sa dette publique ont contraint le Royaume-Uni à de profondes évolutions, énoncées dans la Revue stratégique de défense et de sécurité (*Strategic Defense and Security Review – SDCR*)<sup>18</sup>. Ce document prévoit une baisse de 8% du budget de la défense de 2011 à 2014, une coupe de 42 000 personnels militaires et civils ainsi qu'une réduction majeure des matériels en service ou commandés. Plus grave, la Grande Bretagne devra se passer de porte-avions pendant une décennie<sup>19</sup>. Surtout, la SDSR revoit clairement à la baisse le niveau d'ambition des forces britanniques en réévaluant la nature des déploiements qu'elles peuvent soutenir<sup>20</sup>.

Malgré sa relative prospérité économique, l'Allemagne a aussi engagé des réformes de son outil de défense, afin de renforcer la solidité de son budget fédéral. Même si les forces

---

<sup>18</sup>United-Kingdom, Prime Minister, *Securing Britain in an Age of Uncertainty, Strategic Defense and Security Review* (London: The Stationery Office, 2010).

<sup>19</sup>Alex Ashbourne-Walmsley, "SDSR, Why the Coalition Government Cut Where It Did", *Rusi Defence Systems* (Spring 2011), p. 16-17.

<sup>20</sup>Christian Mölling and Sophie-Charlotte Brune, *The Impact of the Financial Crisis on European Defense...*, annex: p. 32.

allemandes conservent leur niveau d'ambition, et cherchent à améliorer leurs capacités de projection, elles ont entamé une réduction de plus de 40 000 personnels, tandis que l'objectif fixé est d'économiser plus de 8 milliards d'euros jusqu'en 2014. La mesure la plus symbolique demeure la suspension du service national dans un contexte de refonte totale des structures de commandement<sup>21</sup>. Même si dans ce pays, le principal problème concernant l'emploi des forces armées demeure éminemment politique et sociétal, les récentes mesures adoptées remodelent foncièrement l'outil militaire allemand et risquent de donner un mauvais exemple au reste de l'Europe. En effet, moins touchée par la crise et dotée d'une économie puissante, l'Allemagne a moins de légitimité à affaiblir ses capacités militaires, d'autant plus qu'elle ne consacre que 1,4% de son PIB à la défense<sup>22</sup>.

Enfin, le cas néerlandais s'avère aussi révélateur puisque le gouvernement a annoncé, le 8 avril 2011, une économie d'un milliard d'euros d'ici à 2014. Là aussi, ces réformes s'inscrivent dans la volonté de redresser les dépenses publiques d'un pays malmené par la crise économique : elles se traduiront par la suppression de 12000 postes et par la rétrocession d'un certain nombre de matériels. Lors des études préalables, l'opportunité de conserver une armée de Terre a même été évoquée. En se débarrassant de tous leurs chars de bataille, les dirigeants néerlandais semblent cautionner l'idée qu'un affrontement conventionnel est inenvisageable dans le futur : dans ce cas précis, l'économie engendrée a été sous-tendue par un postulat irresponsable<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup>Patrick Saint-Paul, « L'Allemagne va mettre fin au service militaire obligatoire », *Le Figaro* (28 septembre 2010) ; accessible à <http://www.lefigaro.fr/international/2010/09/28/01003-20100928ARTFIG00808-l-allemande-va-mettre-fin-au-service-militaire-obligatoire.php> ; Internet ; consulté le 31 janvier 2012.

<sup>22</sup>Aude Fleurant, Irène Eulriet, Jean-Paul Perruche, Guillaume Hofmann, « La réforme de la Bundeswehr : état d'avancement et perspectives », *Lettre de l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire* (IRSEM) n°6 (2011) ; accessible à <http://www.irsem.defense.gouv.fr/spip.php?rubrique136> ; Internet ; consulté le 13 janvier 2012.

Ces trois exemples illustrent parfaitement la dynamique déclenchée par la crise financière de 2008 : par soucis d'économie, les gouvernements européens sabrent allègrement leur budget de défense et sacrifient parfois des domaines capacitaires entiers. Aussi, l'amélioration de l'intégration militaire des Etats membres de l'UE semblerait constituer logiquement la meilleure réponse à ce contexte budgétaire difficile : or l'année 2011 a été marquée par la confirmation que l'idée de défense européenne était en panne.

### C) L'Europe de la défense en difficulté.

Depuis le début des années 1950, l'Union Européenne monte en puissance progressivement, poursuivant une intégration économique et législative de plus en plus étroite. Il était donc logique que la question d'une défense commune soit soulevée, d'autant plus que la recherche de paix et de sécurité correspond à l'idéal originel de la construction européenne. En outre, dans un contexte de contrainte économique, d'éventuelles mutualisations pourraient générer des économies appréciables. Pour autant, malgré de nombreux succès initiaux, ce volet s'est engagé récemment dans une impasse, renvoyant ainsi aux calendes grecques le projet d'une Europe militairement autonome.

Après plusieurs projets avortés en raison du contexte particulier de la Guerre Froide, l'idée d'une défense européenne a été clairement évoquée dans le traité de Maastricht (1992). Mais c'est surtout le sommet franco-britannique de Saint-Malo (1998) qui l'a concrétisée, tandis

---

<sup>23</sup>Air et Cosmos, "Coupes claires dans le budget néerlandais », <http://www.air-cosmos.com/defense/201104110145453/coupes-claires-dans-le-budget-neerlandais.html> ; Internet ; consulté le 6 janvier 2012.

que le traité de Nice (2001) lui donnait ses premières structures. En une décennie, de 1998 à 2008, la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD) a enregistré des succès remarquables, se dotant d'organes politiques, d'un processus de planification, d'un état-major stratégique (l'Etat-Major de l'Union Européenne) et même d'une composante de réaction rapide. Surtout, plus d'une vingtaine d'opérations militaires et civiles ont été déclenchées sous bannière UE : dont certaines dans des environnements relativement hostiles comme l'opération Artémis en République Démocratique du Congo (2003). De même, en 2004, la création de l'Agence Européenne de Défense (AED) a initié une mutualisation en termes capacitaires et technologiques<sup>24</sup>.

Cependant, malgré l'euphorie des débuts, la PESD se heurte à deux obstacles majeurs : le premier, c'est que la grande majorité des nations européennes n'envisagent encore leur sécurité collective qu'à travers l'OTAN. Malgré les clauses d'assistance mutuelle introduites par le traité de Lisbonne (2007), les scénarios d'intervention demeurent limités à de la gestion de crise : en clair, la défense effective de l'Europe dépend encore de l'Alliance atlantique, et donc des Etats-Unis, car une partie des Européens ne souhaitent pas tourner cette page<sup>25</sup>. Le deuxième obstacle est constitué par le primat des souverainetés nationales : en effet, les décisions en matière de sécurité ne se prennent qu'à l'unanimité, or les Etats européens conservent des intérêts propres, parfois incompatibles avec ceux des autres. A titre d'exemple, pour des raisons évidentes, les pays scandinaves s'intéressent moins aux affaires africaines que les pays méditerranéens. En outre, les Etats membres sont loin de partager les mêmes vues sur l'Europe de la défense. Sur ce

---

<sup>24</sup>Général Jean-Paul Perruche, « Et l'Europe ? L'Europe de la Défense à la croisée des chemins », *Le Casoar*, n°203 (octobre 2011), p. 23-25.

<sup>25</sup>Nicole Gnesotto, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique* (Paris : Armand Colin, 2011), p. 31-32.

dernier sujet, les Français et les Britanniques, malgré leur excellente coopération militaire, représentent les positions les plus antagonistes. Le Royaume-Uni n'envisage pas d'autres structures que l'OTAN et s'oppose aux initiatives de défense européenne quand elles dépassent une ambition limitée, tandis que les Français souhaitent bâtir une Europe de plus en plus autonome militairement, tout en reconnaissant encore un rôle à l'OTAN. L'Allemagne hésite entre sa loyauté à l'OTAN et ses convictions européennes tandis que les autres pays d'Europe défendent des positions intermédiaires, même si on peut remarquer que les pays d'Europe centrale et orientale accordent majoritairement leur confiance au parapluie américain assuré par l'OTAN<sup>26</sup>. Toute la difficulté consiste donc à obtenir l'unanimité au sein d'une communauté de vingt-sept membres, car le consensus demeure possible à condition que l'OTAN ne soit pas directement concurrencée. Le contexte économique a aussi son importance : en effet, beaucoup de pays considèrent la duplication des moyens de l'OTAN au sein de la PESD comme une dépense inutile.

Ces divergences ont éclaté au grand jour en 2011, qui fut une *annus horribilis* pour l'Europe de la défense. En effet, l'Union Européenne n'a joué aucun rôle dans l'intervention militaire en Libye, alors qu'une crise majeure se déroulait dans sa périphérie immédiate et concernait ses intérêts directs en raison des menaces migratoires et économiques. Ainsi, l'UE a probablement manqué une occasion historique de s'affirmer stratégiquement malgré la récente création de l'EEAS<sup>27</sup>. Les divergences politiques entre les Etats membres demeurent primordiales pour comprendre cet échec. Entre l'opposition de fond du Royaume-Uni contre

---

<sup>26</sup>*Ibid.*, p.125-141.

<sup>27</sup>*European External Action Service* : institué par le traité de Lisbonne, ce service est censé incarner la politique extérieure de l'UE.

toute implication de la PESD, l'abstention de l'Allemagne lors du vote au Conseil de Sécurité et le refus d'un grand nombre d'Etats de participer à une action militaire, une opération sous bannière UE avait peu de chances d'aboutir<sup>28</sup>. Il n'empêche que les structures européennes elles-mêmes se sont discréditées en n'envisageant même pas de participer à un embargo maritime ou aérien et en se contentant de planifier une hypothétique opération de soutien humanitaire en cas de demande émanant de l'UN OCHA (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*)<sup>29</sup>. Il est vrai que l'Union Européenne, en tant que structure, n'a jamais été à l'aise avec l'emploi de la force car beaucoup de ses fonctionnaires demeurent adeptes du *soft power* (ce sujet sera abordé plus loin). Outre cette pantalonnade, dont la PESD aura du mal à se relever, le projet de création d'une structure permanente de commandement opérationnel n'aboutit pas, en raison d'une opposition catégorique des Britanniques pour qui toute duplication des moyens de l'OTAN constitue une hérésie. Or la PESD ne saurait être crédible sans la création d'un tel état-major, capable de lui procurer une réactivité qui lui fait défaut. Ainsi, après l'enthousiasme des débuts, l'Europe de la défense est donc bien en panne et elle le restera tant qu'elle n'aura pas résolu ses contradictions internes.

Ce chapitre a permis de démontrer que les pays européens traversaient un contexte économique difficile, dont les conséquences affectent directement leurs budgets de défense ainsi que la structure de leurs forces armées. Certes l'Europe du sud est particulièrement touchée

---

<sup>28</sup>Erik Brattberg, "Opportunities Lost, Opportunities Seized: The Libya Crisis as Europe's Perfect Storm", *European Policy Centre – Policy Brief*, juin 2011; accessible à <http://www.ui.se/upl/files/57709.pdf>; Internet; consulté le 15 janvier 2012.

<sup>29</sup>Même si les projets d'intervention étaient condamnés à l'échec en raison de la règle de l'unanimité, il était du devoir des structures de gestion de crise de les planifier. En s'autolimitant, elles ont démontré un curieux manque d'ambition (l'auteur de ces lignes a servi à l'Etat-Major de l'Union Européenne au moment du déclenchement de la crise libyenne).

(Portugal, Espagne, Italie, Grèce), mais l'Europe orientale et centrale n'est pas en reste (Bulgarie, Roumanie, Hongrie, République Tchèque, Autriche) de même que l'Europe occidentale (Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Pays-Bas). Seuls les pays scandinaves (Suède, Finlande) résistent plutôt bien à cette tendance tandis que la France et la Pologne y céderont probablement à court terme si leurs perspectives économiques s'avèrent aussi négativement pérennes. De plus, le projet d'une défense strictement européenne s'est engagé dans une impasse car les Etats membres de l'Union Européenne sont incapables de s'accorder sur une ambition commune. En somme, aujourd'hui, non seulement l'Europe désarme mais elle ne parvient toujours pas à s'affirmer comme une entité militairement et stratégiquement autonome, comme l'a encore démontré l'indispensable soutien américain pendant la gestion de la crise libyenne. Le problème, c'est que le reste du monde n'obéit pas du tout à la même dynamique.

## **Chapitre 2 : une dynamique inverse dans le reste du monde.**

### A) Les perspectives de l'empire américain.

La suprématie militaire américaine est si écrasante que peu d'analystes se risquent à envisager son détronement à courts ou à moyens termes. Paradoxalement, les difficultés rencontrées en Irak et en Afghanistan ont motivé une augmentation considérable de ses capacités et l'écart creusé avec les autres puissances demeure abyssal. Ce constat devrait rassurer les Européens qui jouissent de la protection de l'hyperpuissance militaire. Or le nouveau positionnement stratégique des Américains pourrait justement changer la donne.

La puissance militaire américaine se caractérise par des moyens colossaux : environ un million et demi de personnels militaires d'active, près de 6000 chars, des milliers d'aéronefs et de drones, onze porte-avions, 71 sous-marins, un corps des Marines plus volumineux que toutes les forces britanniques réunies<sup>30</sup> etc. Cette puissance se traduit aussi par un réseau mondial de bases et par le contrôle effectif de toutes les voies maritimes. Cette puissance s'exerce enfin par des capacités uniques de projection opérationnelle : en 2009, les Etats-Unis ont déployé 230 500 hommes, principalement en Irak et en Afghanistan<sup>31</sup>. L'ensemble est coordonné par un système de commandement et de contrôle qui couvre toute la planète. Il n'est donc pas si absurde de comparer les Etats-Unis à l'empire romain. En fait, la guerre contre le terrorisme a replacé l'emploi de la force au cœur de la stratégie américaine, occasionnant une augmentation de 81% des dépenses militaires entre 2001 et 2010<sup>32</sup>. Ainsi, en 2010, les dépenses militaires américaines ont représenté 43% des investissements de défense dans le monde, soit six fois plus que la Chine<sup>33</sup>. Par ailleurs, les comparaisons avec l'Europe sont éloquentes : les Etats-Unis dépensent trois fois plus pour leur défense que tous les Etats membres de l'Union Européenne réunis, tandis que les fonds consacrés au personnel ne représentent que 20% de leur budget, pour plus de 50% en Europe. C'est donc tout naturellement qu'ils consacrent sept fois plus d'investissements à la recherche et au développement que les pays européens<sup>34</sup>. Aussi, l'écart militaire entre l'Europe et les Etats-Unis ne cesse de se creuser dans les domaines capacitaires mais aussi technologiques.

---

<sup>30</sup>«Les forces armées de 150 Etats», *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 161.

<sup>31</sup>Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p. 72.

<sup>32</sup>Stockholm International Peace Research Institute, *Yearbook 2011...*, p. 157.

<sup>33</sup>*Ibid.*, p. 183.

<sup>34</sup>Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p. 72-73.

Certes, l'administration Obama a engagé un début de réduction des dépenses de défense afin d'alléger la dette publique (même si aucun chiffre n'a été donné officiellement, celui de 500 milliards de dollars sur dix ans est régulièrement évoqué). Pour autant ces réductions ne déclasseront pas la puissance militaire américaine ; elles marquent plutôt un retour à la normale après dix années de guerre et d'investissements illimités<sup>35</sup>. Or si la suprématie américaine n'en sera pas affectée, ces réductions budgétaires se traduiront tout de même par des économies dont l'Europe subira directement les conséquences.

En effet, les Américains sont de plus en plus réticents à soutenir financièrement l'OTAN à bout de bras. En clair, si beaucoup de pays européens s'accommodent aisément du « parapluie » militaire américain, les Etats-Unis en acceptent de moins en moins les conséquences économiques en raison de leur surendettement chronique. Cela explique leurs appels de plus en plus pressants à partager le fardeau des dépenses militaires. Ainsi, l'ancien ministre américain de la défense, Robert Gates, a récemment prononcé un discours révélateur à Bruxelles. Il y affirmait que dans un contexte de pression budgétaire aux Etats-Unis, les Européens ne pourraient pas éternellement compter sur son pays pour assurer leur propre sécurité<sup>36</sup>. Ces arguments ont été repris quelques mois plus tard dans la même ville par son successeur, Leon Panetta<sup>37</sup>. En fait, même si ces discours peuvent paraître légitimes au vu de la

---

<sup>35</sup>D'ailleurs, le titre de la nouvelle stratégie de défense américaine (*Sustaining US Global Leadership: Priorities for 21<sup>st</sup> Century Defense*) est éloquent : il montre bien que le maintien de leur suprématie militaire demeure une priorité absolue pour les Américains.

<sup>36</sup>Robert Gates, "The Security and Defense Agenda : Future of NATO", discours prononcé à Bruxelles le 10 juin 2011 ; accessible à <http://www.defense.gov//speeches/speech.aspx?speechid=158> ; Internet ; consulté le 2 novembre 2011.

<sup>37</sup>Leon Panetta, discours prononcé à la Fondation Carnegie Europe, le 5 octobre 2011 à Bruxelles ; accessible à <http://www.defense.gov/speeches/speech.aspx?speechid=1618> ; Internet ; consulté le 20 janvier 2012.

situation économique aux Etats-Unis, il convient de les replacer dans le contexte du nouveau positionnement stratégique américain.

Depuis la fin de la Guerre Froide, les grands enjeux stratégiques ne se jouent plus en Europe. Pendant les années 1990 et le début des années 2000, les Américains ont cependant conservé un pied sur le vieux continent afin d'occuper le vide laissé par le retrait soviétique, tout en se concentrant sur le Moyen-Orient et ses ressources pétrolières. Or l'administration Obama a clairement pris acte que le nouveau centre de gravité mondial se situait dans la zone Asie-Pacifique, cible prioritaire du commerce extérieure américain et zone potentielle de tensions avec le rival chinois. Les positions prises régulièrement par Hillary Clinton, et surtout la nouvelle stratégie publiée par le Département de la défense américain, ne laissent aucun doute sur ce sujet : les dirigeants américains considèrent bien que l'avenir de la suprématie des Etats-Unis se jouera dans la zone pacifique<sup>38</sup>. A ce titre, l'administration américaine souhaite accélérer son désengagement du continent européen. Cela se traduira très concrètement par une réduction de son empreinte militaire mais aussi par une volonté de s'impliquer un peu moins dans l'OTAN et plus généralement dans les affaires européennes, comme le démontre son relatif effacement pendant la crise libyenne. On pourrait en conclure un peu rapidement que les Etats-Unis souhaitent finalement une Europe qui assume son destin, c'est-à-dire militairement autonome. En fait, ils ne veulent pas se désengager totalement de l'Europe, ne serait-ce que parce qu'ils se méfient encore de la Russie et qu'ils ont besoin de l'appui européen face aux ambitions chinoises ainsi que de débouchés pour leur industrie de défense. En somme, ce dont rêvent les dirigeants américains, c'est d'une Europe qui les soulage financièrement par l'augmentation de ses budgets

---

<sup>38</sup>United-States, Department of Defense, "Sustaining US Global Leadership: Priorities for 21<sup>st</sup> Century Defense", [http://www.defense.gov/news/Defense\\_Strategic\\_Guidance.pdf](http://www.defense.gov/news/Defense_Strategic_Guidance.pdf) ; Internet ; consulté le 20 janvier 2012.

militaires, mais c'est aussi d'une Europe qui demeure sous son *leadership* et qui achète des équipements militaires américains (nous reviendrons plus loin sur ce dernier point) : ce n'est pas exactement la définition de l'autonomie<sup>39</sup>.

La légère réduction prévue du budget de défense américain ne correspond pas à une démilitarisation : au contraire, la suprématie militaire des Etats-Unis est assise pour des décennies. Pour autant, les Américains s'investiront de moins en moins dans la sécurité d'une Europe qui risque de se sentir bien vulnérable face aux puissances militaires émergentes.

#### B) Les puissances militaires émergentes.

La mondialisation des économies n'a pas eu les conséquences escomptées dans les années 1990 : les Etats sont certes interdépendants économiquement, mais les tensions et les rivalités demeurent. C'est pourquoi dans un environnement international de plus en plus multipolaire, les pays émergents cherchent à se doter des attributs classiques de la puissance.

Ce n'est pas un hasard si l'expression d' « économies émergentes » trouve ses racines dans les années 1980 : la conversion des régimes communistes à l'économie de marché a engendré un nouvel équilibre financier tandis que la révolution des moyens de communication a accéléré le phénomène de mondialisation. Au sein de ce qui était qualifié de « tiers-monde »,

---

<sup>39</sup>Jean-Pierre Maulny, « Les Européens doivent saisir les opportunités de cette nouvelle doctrine américaine », *Le Monde*, 12 janvier 2012.

certaines pays se sont enrichis de manière spectaculaire, permettant à des masses considérables de sortir de la pauvreté. Ainsi, la mondialisation correspond avant tout à une amélioration du niveau de vie dans le monde, mais elle se caractérise aussi par une ouverture des échanges et donc par une interdépendance croissante des économies. En termes d'équilibre stratégique, la multipolarité constitue la conséquence immédiate de cette évolution car la domination occidentale est désormais contrebalancée par la vitalité économique de « puissances émergentes », dont le poids démographique et politique est croissant<sup>40</sup>. L'activisme diplomatique des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) symbolise particulièrement bien cette nouvelle donne stratégique. Interdépendant et multipolaire, le monde d'aujourd'hui en est-il pour autant plus pacifique ?

L'illusion d'un monde pacifié par le « doux commerce » s'est effritée au fur et à mesure des soubresauts post-Guerre froide. Il est vrai que l'affaiblissement des Etats avait été prédit un peu rapidement par les apôtres du libéralisme : or, dans les rapports de force générés par la concurrence économique, l'accès aux matières premières ou les rivalités régionales, les Etats conservent toutes leurs prérogatives. Certes, ces tensions ne se traduisent pas systématiquement par des conflits et l'influence du *soft power*, selon l'expression consacrée de Joseph Nye, s'avère déterminante dans un monde où la communication estompe l'importance des barrières frontalières. La dimension de plus en plus transnationale des menaces est aussi évidente : pour autant, les relations internationales s'appuient encore sur l'ordre westphalien des souverainetés<sup>41</sup>. Dans ce contexte, l'instrument militaire conserve toute sa place car il demeure un vecteur de

---

<sup>40</sup>François Lafargue, « Des économies émergentes aux puissances émergentes », *Questions internationales*, n°51 (septembre-octobre 2011), p. 101-108.

<sup>41</sup>Charles-Philippe David, *La guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie* (Paris : Presses de Science-Po, 2006), p. 71-95.

puissance indispensable. Cela explique le relatif effacement politique du Japon sur le plan international, ainsi que la propension des puissances émergentes à prioriser leurs dépenses de défense. Ainsi, pour reprendre les mots de Nicole Gnesotto, la mondialisation a dessiné « un monde moins occidental mais plus interdépendant ; un monde de plus en plus multipolaire mais de moins en moins régulé ; un système écartelé par une double logique d'intégration et de confrontation »<sup>42</sup>.

Au contraire des tendances générales observées en Europe, les dépenses militaires augmentent donc spectaculairement sur tous les continents et particulièrement au sein des puissances émergentes. En Asie, c'est en Chine que les chiffres sont les plus impressionnants : les budgets de défense ont augmenté de 189% entre 2001 et 2010 avec une hausse moyenne annuelle de 12,5% (« seulement » 11,2 % en 2012)<sup>43 44</sup>. Malgré leur volonté de s'inscrire dans un « développement pacifique », les dirigeants chinois souhaitent rattraper le retard technologique de leurs forces armées en investissant massivement dans leur industrie de défense. Parallèlement, les Chinois adoptent de plus en plus volontiers un discours agressif tandis que leur marine cherche à s'imposer dans son environnement<sup>45</sup>. Motivée par son conflit avec le Pakistan et surtout par sa rivalité régionale avec la Chine, l'Inde n'est pas en reste : après plusieurs années d'augmentation de ses dépenses militaires (son budget de défense a doublé entre 2001 et 2009), les dirigeants indiens envisagent maintenant d'investir environ 100 milliards de dollars dans la

---

<sup>42</sup>Nicole Gnesotto, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique...* p. 152.

<sup>43</sup>Stockholm International Peace Research Institute, *Yearbook 2011...*, p. 159-162.

<sup>44</sup>« Chine : hausse des dépenses militaires », *Le Figaro économie*, 4 mars 2012 ; accessible à <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2012/03/04/97002-20120304FILWWW00031-chine-hausse-des-depenses-militaires.php> ; Internet ; consulté le 7 avril 2012.

<sup>45</sup>Brice Pedroletti, « La Chine redouble d'agressivité sur la scène internationale », *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 26.

modernisation de leur arsenal<sup>46 47</sup>. Au Moyen-Orient, on peut évoquer la hausse vertigineuse des dépenses militaires de l'Arabie Saoudite (63% entre 2001 et 2010), tandis que l'Iran refuse de communiquer le montant de son budget de défense (estimé à 2,6% de son PIB) mais poursuit ses expérimentations de missiles balistiques au grand jour<sup>48 49</sup>. L'Afrique n'échappe pas non plus à cette tendance avec 64% de hausse des dépenses militaires depuis 2001, certains pays cherchant à asseoir leur influence régionale en augmentant leurs budgets de défense : c'est notamment le cas de l'Algérie, du Maroc, du Nigéria, de l'Angola ou de l'Afrique du Sud<sup>50</sup>. Enfin, en Amérique du Sud la dynamique est comparable même si le cas du Brésil demeure le plus saisissant. Ce pays, concentré sur sa quête de *leadership* régional, a encore augmenté son budget de près de 10% en 2010, confirmant ainsi une hausse régulière depuis une décennie<sup>51</sup>. Pour conclure ce tableau d'un monde qui est loin de désarmer, il convient de préciser que même au sein du camp dit « occidental », tous les pays n'ont pas choisi de compenser les effets de la crise économique de 2008 par des réductions de dépenses militaires : en effet, outre les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et Israël ont massivement investi dans leur défense ces dernières années<sup>52</sup>. En somme, dans le monde d'aujourd'hui, le niveau de vie augmente aussi vite que les dépenses militaires.

---

<sup>46</sup>Stockholm International Peace Research Institute, *Yearbook 2011*..., p. 166-170.

<sup>47</sup>Frédéric Robin, «L'Inde s'engage dans la modernisation de son arsenal militaire», *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 40.

<sup>48</sup>Stockholm International Peace Research Institute, *Yearbook 2011*..., p. 183.

<sup>49</sup>Anthony H. Cordesman, « The Iran Primer – The Conventional Military », *United-States Institute for Peace*, accessible à <http://iranprimer.usip.org/resource/conventional-military> ; Internet ; consulté le 7 avril 2012.

<sup>50</sup>*Ibid.*, p. 184.

<sup>51</sup>*Ibid.*, p. 170-173.

<sup>52</sup>A nuancer cependant au Canada où une baisse du budget de défense a été annoncé en 2012 en raison des conséquences de la crise économique.

Les Européens éprouvent des difficultés à cerner le vrai visage de la mondialisation : en effet, ils la réduisent à un phénomène économique et sous-estiment ses implications stratégiques. Ainsi, en réduisant massivement leurs investissements de défense afin de réduire leurs dépenses publiques, ils se sont inscrits dans une optique que le reste du monde ne partage pas. C'est pourquoi, dans un monde où l'instrument militaire demeure un gage de puissance, les Européens comptent de moins en moins militairement. A l'inverse de leurs voisins européens, les Russes ont entamé un spectaculaire sursaut militaire afin de renouer avec une politique du rapport de force.

### C) La Russie comme étude de cas.

Depuis son intervention armée contre la Géorgie en 2008, la Russie effraye de nouveau, réveillant ainsi des craintes enfouies depuis la fin de la Guerre froide. Obsédés par la restauration de leur prestige international passé, les Russes ont renoué avec un discours de puissance, qu'ils ont traduit concrètement par des dépenses militaires en hausse constante.

Le monde occidental se méfie profondément de la Russie : des néo-conservateurs américains aux intellectuels ouest-européens, on stigmatise volontiers un régime autocratique aux visées colonialistes, décidément infréquentable. Peu ont compris qu'au lendemain de la fin de l'URSS, les Russes ont subi une humiliation comparable à celle des Allemands après le traité de Versailles. Persuadés pendant des décennies que leur pays était une grande puissance, ils ont brutalement constaté le retard de leur société par rapport au monde occidental. Outre cet

effondrement traumatisant de leurs références, leur économie a été livrée en pâture à des affairistes sans scrupules tandis que leurs institutions politiques se délitait. Surtout, les pays occidentaux ont participé à la curée, s'empessant d'encourager les tendances sécessionnistes des républiques limitrophes et de violer les promesses effectuées à propos de l'élargissement de l'OTAN. Pour bien comprendre la Russie d'aujourd'hui, il faut se souvenir qu'il n'était pas rare de voir des officiers mendier dans les rues de Moscou à la fin des années 1990 : le ressentiment généré par cette décennie maudite, où « les Etats-Unis traitaient la Russie comme la Jamaïque »<sup>53</sup> marquera encore longtemps la politique étrangère russe.

C'est donc bien une politique de redressement national qu'a initié Vladimir Poutine : aussi, cette politique, consacrée toute entière à la restauration d'un prestige perdu, s'est naturellement attachée à redorer le blason de l'ex-Armée rouge<sup>54</sup>. Cet effort s'est traduit par le retour aux symboles soviétiques (uniformes, défilés) mais surtout par le coup d'arrêt opéré contre l'influence occidentale : c'est dans cette optique que les opérations ont été orchestrées en Géorgie durant l'été 2008<sup>55</sup>. Plus qu'une victoire militaire, cette expédition a en effet confirmé que Moscou n'hésiterait plus à utiliser la force pour préserver sa domination régionale. Enfin, le redressement militaire est surtout budgétaire : de 2001 à 2010, les investissements de défense ont augmenté de 82%<sup>56</sup>. Profitant des dividendes de la vente d'hydrocarbures et des bons résultats de l'économie russe, Vladimir Poutine a engagé une première série de dépenses au début des années

---

<sup>53</sup>Hubert Védrine, *Le temps des Chimères* (Paris : Fayard, 2009), p. 324.

<sup>54</sup>Thomas Gomart, "Russia Alone Forever? The Kremlin's Strategic Solitude.", *Politique étrangère*, n°5 (2008), p. 23-33.

<sup>55</sup>Roger McDermott, "Les forces armées russes : le pouvoir de l'illusion", *Russie. Nei. Visions*, n°37 (mars 2009), p. 7-11.

<sup>56</sup>Stockholm International Peace Research Institute, *Yearbook 2011...*, p. 163-166.

2000. Puis, la guerre de Géorgie ayant révélé les lacunes des forces armées russes, leur modernisation est devenue une priorité nationale. En effet, les défilés, la reprise des vols de bombardiers stratégiques ou l'envoi de navires de guerre en Amérique du Sud constituent plus des signaux politiques que des provocations militaires : les Russes confirment ainsi qu'ils aspirent à retrouver leur rang<sup>57</sup>. Pour autant, ils sont conscients du gouffre technologique qui les sépare des armées occidentales ; c'est la raison pour laquelle le Kremlin compte engager près de 500 milliards d'euros de dépense d'ici 2020, afin de rééquiper ses forces armées<sup>58</sup>. Les chantiers sont certes innombrables et l'achat de matériels à l'étranger confirme le déclin de l'industrie d'armement russe. En outre, le système de conscription et surtout les doctrines demeurent obsolètes malgré les mises à jour de 2010<sup>59</sup>. Il n'empêche que les Russes ont su enrayer leur déliquescence en s'attellant à la remilitarisation de leur politique avec un réel volontarisme. Aujourd'hui, la Russie effraye de nouveau et c'est exactement ce que ses dirigeants recherchent.

Cette évolution de la Russie est intéressante à double titre : tout d'abord, elle confirme que ce pays inscrit sa stratégie dans le contexte tendu de la mondialisation. Ayant pris acte d'un environnement international concurrentiel, les Russes ont sciemment renoué avec la politique du rapport de force, y compris dans leurs relations avec Washington. Ils ont donc enrayer leur démilitarisation, au moins intellectuellement, car dans les faits le chemin à accomplir est encore long. Ainsi, malgré ses difficultés économiques actuelles, la Russie n'adopte pas du tout la même

---

<sup>57</sup>Roger McDermott, "Les forces armées russes : le pouvoir de l'illusion"..., p. 12-16.

<sup>58</sup>Marie Jégo, "Moscou s'approvisionne en armes à l'étranger", *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 34. Ces chiffres ont été confirmés, voire augmentés, par le candidat Poutine au cours de la récente campagne pour les élections présidentielles.

<sup>59</sup>Marcel de Hass, "Russia's Military Doctrine Development (2000-10)", *Strategic Studies Institute – US Army War College*, 201 ; accessible à <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubID=1050> ; Internet ; consulté le 27 janvier 2012.

posture que ses voisins occidentaux et a définitivement renoncé aux illusions post-Guerre froide. A ce titre, cet exemple pourrait faire réfléchir les Européens. Deuxièmement, les Etats de l'Union Européenne doivent être capables d'imposer des limites à la Russie. Il ne s'agit pas pour autant de diaboliser Moscou et de fantasmer sur cette renaissance militaire car la Guerre froide appartient bien au passé. Au contraire, les pays de l'Union Européenne doivent adopter un discours pragmatique et cohérent vis-à-vis de la Russie afin d'établir une coopération dépassionnée : s'ils ne reconnaissent pas aux Russes le droit de se réarmer et d'affirmer leur *leadership* régional, ces derniers n'hésiteront pas à grossir les rangs des ennemis de l'Occident et se complairont dans un discours paranoïaque vis-à-vis de l'OTAN<sup>60</sup>. Toutefois, cette politique européenne réaliste doit aussi être en mesure d'imposer des « lignes rouges » à la Russie : or, pour l'instant, l'administration russe ne prend pas au sérieux l'Union Européenne en raison de son inexistence politique<sup>61</sup>. Cette tendance s'accentuerait logiquement si les Etats membres de l'UE perdaient ce qu'il leur reste de puissance militaire. C'est la raison pour laquelle la nécessité d'entretenir des relations stables avec la Russie passera par le maintien de forces armées européennes crédibles.

En somme, en renouant avec une politique étrangère du rapport de force, les dirigeants russes ont confirmé que l'époque ne se prêtait pas à la démilitarisation. Surtout, les pays

---

<sup>60</sup> Alain Frachon, « Tout le monde réarme, sauf les Européens », *Le Monde*, 23 février 2012 ; accessible à [http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/02/23/tout-le-monde-rearme-sauf-les-europeens\\_1647340\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/02/23/tout-le-monde-rearme-sauf-les-europeens_1647340_3232.html) ; Internet ; consulté le 27 mars 2012.

<sup>61</sup> Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p. 28-29.

européens ne pourront pas coopérer sainement avec la Russie s'ils ne se font pas respecter militairement.

Au cours de cette première partie de l'étude, il a été démontré que les pays européens avaient massivement traduit les effets de la crise économique de 2008 dans la baisse de leurs budgets militaires. Cette dynamique, flagrante depuis 2010, a engendré une série sans précédents de réformes et de restructurations au sein des forces armées des Etats membres de l'Union Européenne. Ainsi, les chiffres et les réductions capacitaires le prouvent : l'Europe est bel et bien en train de se démilitariser. Le problème, c'est que les Européens sont les seuls à avoir choisi de sacrifier leur défense pour rétablir leur équilibre budgétaire. Confrontés aux mêmes tensions économiques, car leur croissance ne compense pas encore leur retard de développement, les puissances émergentes continuent au contraire à investir des sommes considérables pour accroître et moderniser leurs armées. Quant aux Américains, malgré leur dette publique abyssale, ils conserveront leur suprématie militaire tout en se désengageant du continent européen. Dans le contexte stratégique tendu qui s'annonce, les Européens risquent donc de se retrouver bien isolés.

Il est nécessaire maintenant de se demander pourquoi les pays d'Europe réagissent si différemment par rapport au reste du monde. Pourquoi entament-ils si allègrement leur puissance militaire alors que d'autres pays, beaucoup moins prospères, ne songent qu'à s'armer ? En fait, le marasme économique n'explique que superficiellement la démilitarisation de l'Europe car celle-ci prend ses racines beaucoup plus profondément.

## DEUXIEME PARTIE : LES CAUSES PROFONDES DE LA DEMILITARISATION EUROPEENNE

Dans sa monumentale histoire de la guerre du Péloponnèse, Thucydide évoque la « cause la plus vraie », par opposition aux « causes immédiates » qui président au déclenchement du conflit<sup>62</sup>. La première partie de cette étude a été consacrée aux manifestations de la démilitarisation européenne ainsi qu'aux causes immédiates, dont la principale demeure la crise économique de 2008. Or pour bien comprendre la spécificité européenne de cette dynamique, il convient maintenant d'en étudier les causes profondes.

A ce titre, dans un premier chapitre, l'étude soulignera à quel point l'inconscient européen a été marqué par l'Histoire. En effet, celle-ci a été forgée par la violence guerrière, et ce jusqu'aux holocaustes du 20<sup>ème</sup> siècle. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, et malgré l'intermède tendu de la Guerre froide, les Européens n'ont eu de cesse de sortir de cette Histoire meurtrière et ils y sont presque parvenus : d'immorale, la guerre est devenue abstraite. Confortés par les dividendes d'une longue paix, ils ont bâti une Union Européenne profondément réfractaire aux jeux de la puissance et de la force, qu'ils essayent d'ériger en modèle planétaire.

Outre ce poids de l'histoire, il sera souligné dans un deuxième chapitre que de profondes mutations socio-culturelles ont bouleversé les sociétés en Europe occidentale dans les années

---

<sup>62</sup>« J'ai commencé à écrire les causes de cette rupture et les différends qui l'amènèrent, pour qu'un jour on ne se demande pas d'où provint une pareille guerre chez les Grecs. La cause la plus vraie, mais non avouée, en fut, à mon avis, la puissance à laquelle les Athéniens étaient parvenus et la crainte qu'ils inspiraient aux Lacédémoniens, contraignant ceux-ci à la guerre. »  
Thucydide, I, 23.

1960, puis en Europe orientale après la chute du Mur de Berlin. Ces bouleversements ont radicalement changé la perception des Européens vis-à-vis de la guerre, mais aussi vis-à-vis de l'institution militaire, de ses valeurs et de son identité.

Ainsi, ces réflexions permettront de comprendre pourquoi l'alchimie de l'histoire et des révolutions sociétales a généré une Europe postmoderne, où la démilitarisation relève plus de la conviction que de la contrainte.

### **Chapitre 3 : l'éloignement de la guerre.**

#### A) Le poids du passé.

« La France fut faite à coups d'épée », écrivait Charles de Gaulle dans *La France et son armée* : en fait, il n'est pas un pays en Europe qui ne puisse reprendre cette citation à son compte<sup>63</sup>. Les Européens ont surtout excellé à s'entretuer dans des guerres fratricides, et ce jusqu'à provoquer leur propre déclin.

Depuis ses origines, la guerre est omniprésente en Europe : elle a influencé aussi bien les arts que les modes de vie ou la hiérarchisation sociale. A ce titre, la lecture de l'*Illiade* et de l'*Odyssée* est édifiante : ces récits épiques d'Homère, considérés comme les deux premières œuvres de la littérature occidentale, frappent par la violence qui s'en dégage. Peut-on pour autant

---

<sup>63</sup>Charles de Gaulle, *La France et son armée* (Paris : Perrin, 2011).

considérer que le passé européen a été plus guerrier que dans d'autres cultures ? C'est en tout cas ce que pense l'historien américain Victor Davis Hanson : dans son livre *Carnage et Culture*, il soutient que l'Occident a consacré ses valeurs et son inventivité à bâtir sa suprématie militaire<sup>64</sup>. Il est vrai que des conquêtes d'Alexandre à l'édification des empires coloniaux, nulle autre civilisation n'aura autant cherché à s'étendre aux dépens des autres. Aussi, ce passé violent et agressif peut être illustré par deux textes assez révélateurs. Le premier est un livre écrit par Amin Maalouf, *Les Croisades vues par les Arabes*, qui décrit la perception des Croisés par les Musulmans<sup>65</sup>. Sous la plume des conteurs arabes, on y découvre l'effroi provoqué par les « Franjs », guerriers farouches bardés d'armures, lancés à l'assaut d'une civilisation raffinée et cultivée. Le deuxième texte est le Message d'adieu de Georges Washington, où le premier président des Etats-Unis livre ses recommandations avant de quitter le pouvoir : il appelle notamment ses concitoyens à ne pas sacrifier leur bonheur « à l'ambition, aux intérêts, aux passions et aux caprices des puissances de l'Europe »<sup>66</sup>. Ainsi, dans deux contextes totalement différents, ces sources évoquent une Europe batailleuse, peuplée par des reîtres. Mais les Européens ne se contentent pas d'envahir leurs voisins, ils s'entretuent aussi allègrement afin d'asseoir la domination de telle ou telle nation. Le problème, c'est que ce tropisme guerrier va être bouleversé par deux phénomènes : celui de la levée en masse, conceptualisée en France à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, et celui de la révolution industrielle au 19<sup>ème</sup> siècle. Le paradigme de la

---

<sup>64</sup>Victor Davis Hanson, *Carnage et culture* (Paris : Flammarion, 2010).

<sup>65</sup>Amin Maalouf, *Les Croisades vues par les Arabes* (Paris : éditions Jean-Claude Lattès, 1983).

<sup>66</sup>Georges Washington, « Message d'adieu adressé par Washington au peuple américain », extrait de *Washington, libérateur de l'Amérique*, sous la direction de Joseph Fabre (Paris : Librairie Ch. Delagrave, 1886), p. 331-332.

guerre industrielle interétatique va alors mener l'Europe vers son autodestruction, comme si la guerre totale constituait l'aboutissement du modernisme et du positivisme<sup>67</sup>.

Apprenant le déclenchement de la Première Guerre Mondiale, le maréchal Lyautey se serait exclamé : « Ils sont fous, complètement fous, une guerre entre Européens est une guerre civile »<sup>68</sup>. Aussi, le sort actuel de l'Europe ne peut se comprendre qu'à travers l'étude de la Première Guerre Mondiale et de ses conséquences. En effet, malgré sa débauche d'héroïsme, ce conflit a constitué une double absurdité : par son bilan humain tout d'abord, ce carnage a laissé l'Europe exsangue (en France, en Allemagne et en Autriche, environ 10% de la population masculine active a disparu), sans parler des conséquences économiques<sup>69</sup>. En outre, les nations européennes ont été piégées par l'engrenage des alliances alors qu'elles étaient à leur apogée. C'est pourquoi l'écrivain autrichien Stefan Zweig évoquait le « suicide de l'Europe » : avant de se saborder littéralement dans les tranchées, l'Europe dominait le monde non seulement politiquement et économiquement, mais aussi par son extraordinaire rayonnement culturel. Ce rôle de la Grande Guerre dans le déclin européen est remarquablement retranscrit par ce même écrivain dans *Le monde d'hier*, œuvre empreinte de la nostalgie d'un monde révolu<sup>70</sup>. En fait, au-delà des conséquences délétères de ce conflit, le regard des Européens vis-à-vis de la guerre a surtout radicalement évolué : avant 1914, les sociétés européennes reconnaissaient volontiers que la guerre constituait un moyen naturel de parvenir à ses fins, voire une épopée non dépourvue de

---

<sup>67</sup>Général Rupert Smith, *L'utilité de la force* (Paris : Economica, 2007), p. 102-144.

<sup>68</sup>Association Nationale Maréchal Lyautey, <http://www.lyautey.mosaiqueinformatique.fr/content/view/27/43/1/5/>; Internet ; consulté le 5 février 2012.

<sup>69</sup>La Documentation Française, "Un si lourd bilan", <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/premiere-guerre-mondiale/bilan.shtml> ; Internet ; consulté le 5 février 2012.

<sup>70</sup>Stefan Zweig, *Le monde d'hier* (Paris : Belfond, 1982).

romantisme. La dimension industrielle de la Première Guerre Mondiale et ses hécatombes ont définitivement changé cette vision : la guerre est devenue immorale et illégitime<sup>71</sup>. Cependant, chez les vaincus, les frustrations générées par le Traité de Versailles ont été plus fortes que l'aversion de la guerre : la paix a donc été de courte durée.

La Seconde Guerre Mondiale s'est caractérisée par des bilans encore plus catastrophiques, mais aussi par une dimension moins euro-centrée : dans le camp allié, les Etats-Unis ont pris le contrôle des opérations, confirmant ainsi la perte d'influence des Européens. Les démocraties ouest-européennes auraient pu tirer de riches enseignements de leurs recules lors des Accords de Munich (1938) et des conséquences de leurs faiblesses : mais là encore, c'est la démesure des destructions qui a traumatisé l'ensemble des Européens. Surtout, la Shoa a définitivement ébranlé la foi en un humanisme européen : abasourdis par les horreurs subies ou commises, les Européens ont cherché alors à extirper d'eux les racines de ces massacres. Ainsi, après un 20<sup>ème</sup> siècle particulièrement sanglant, les notions de puissance et d'ambition sont devenues suspectes en Europe, car « synonymes de cauchemars collectifs »<sup>72</sup>. En outre, le regard des autres cultures vis-à-vis des Européens a changé: avant, il était empreint de respect et d'admiration, or après ces deux guerres civiles européennes, il se teinte de mépris et de méfiance. Aussi, la fin du mythe de l'infaillibilité des Européens marque aussi le début de leur déclin.

Plus qu'aucun autre continent, l'Europe a été marquée par la guerre : les armes ont forgé sa suprématie avant qu'elles ne causent son déclin. Le conflit fratricide de 1914-1918, poursuivi

---

<sup>71</sup>John Mueller, *Retreat from Doomsday - The Obsolescence of Major War* (New-York: Basic Books, 1989), p. 53-77.

<sup>72</sup>Nicole Gnesotto, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique...* p. 112.

à l'échelle planétaire vingt ans plus tard, a discrédité en Europe l'idée clausewitzienne de la guerre comme instrument. Après 1945, les Européens ont donc cherché à sortir d'une Histoire qui les avait si durement éprouvés : pour reprendre les mots de John Mueller, la guerre a désormais été perçue comme un anachronisme, d'autant plus qu'un certain nombre d'illusions ont conforté cette volonté de bannir la perspective d'un affrontement armé<sup>73</sup>.

#### B) Le temps des illusions.

Depuis 1945, trois facteurs ont conforté le caractère improbable d'une guerre majeure en Europe : les deux premiers, la dissuasion nucléaire et le bouclier américain, ont directement permis au camp occidental de gagner la Guerre froide. Le troisième s'appuie justement sur la disparition de la menace soviétique : il s'agit de la foi en une globalisation pacifique. Ces trois postulats bercent encore bon nombre d'Européens et contribuent à légitimer la démilitarisation européenne.

Selon Hans Morgenthau, *les armes nucléaires* constituent probablement la seule véritable révolution dans l'histoire des relations internationales<sup>74</sup>. En effet, Bernard Brodie, premier théoricien de la dissuasion nucléaire, précise que l'objectif n'est désormais plus de gagner les

---

<sup>73</sup>John Mueller, *Retreat from Doomsday - The Obsolescence of Major War...* p. 53-77.

<sup>74</sup>*Ibid.*, p. 110-111.

guerres mais de les éviter<sup>75</sup>. Il est vrai que cette nouvelle stratégie nucléaire s'est révélée efficace à l'usage puisque les Etats-Unis et l'URSS ne se sont finalement pas aventurés dans un affrontement direct. Les pays d'Europe, otages de la Guerre froide, furent donc les premiers bénéficiaires de la dissuasion nucléaire, qui rendait la guerre impossible en raison de ses conséquences inacceptables. En outre, l'opinion publique s'est confortée dans la conviction que s'il suffisait maintenant d'« appuyer sur un bouton » pour faire la guerre, à quoi bon conserver des forces armées coûteuses et inutiles. Imperceptiblement, le spectre d'un holocauste atomique a conforté l'idée que la guerre était anachronique. Pourtant, la fin du monde bipolaire a considérablement affaibli la pertinence de la dissuasion nucléaire<sup>76</sup>. En effet, celle-ci s'inscrit dans un dialogue relativement symétrique ; or l'émergence de menaces transnationales et asymétriques change la donne. En clair, les arsenaux nucléaires ne peuvent rien contre le terrorisme stratégique, les cyber-menaces, le crime organisé ou les Etats en faillite. Aussi, on parle plus volontiers aujourd'hui d'une nouvelle dissuasion nucléaire dite du « fort au faible », dans le cadre de la lutte contre la prolifération nucléaire<sup>77</sup>. Les Européens doivent donc comprendre que le bouclier atomique ne garantit plus leur quiétude car les menaces ont évolué.

De même, *la protection assurée par les Etats-Unis* joue un rôle rassurant. En effet, lors de la création de l'Alliance Atlantique, les Américains se sont *de facto* engagés à protéger l'Europe en cas d'agression : par le biais de l'article 5 du Traité et malgré une forte opposition

---

<sup>75</sup>Charles-Philippe David, *La guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie...* p. 235-239.

<sup>76</sup>*Ibid.*, p. 239-241.

<sup>77</sup>Olivier Kempf, « Dissuasion du fort au faible », *Revue Défense Nationale*, n°747 (février 2012), p. 21-28.

intérieure, ils ont de nouveau accepté de lier leur destin à celui des Européens<sup>78</sup>. Il est vrai que la Grande Bretagne et la France ont exercé de fortes pressions pour obtenir cet engagement par crainte du nationalisme allemand et de l'expansionnisme soviétique<sup>79</sup>. Cette protection s'est donc concrétisée par une très forte implantation militaire américaine à partir des années 1950 : ainsi, en 1962, plus de 370 000 soldats américains sont déployés en Europe de l'Ouest<sup>80</sup>. Au début des années 1980, cette présence est renforcée par l'implantation des fameux Euromissiles, alors que la tension est extrême entre les deux blocs<sup>81</sup>. De fait, la Guerre froide a engendré une dépendance des forces armées européennes vis-à-vis de l'armée américaine, sans laquelle il aurait été impossible de contrer une invasion des forces du Pacte de Varsovie. Après la Guerre froide, les pays de l'Europe de l'Est ont aussi tenu à profiter de ce « parapluie » américain afin de protéger leur liberté retrouvée contre une éventuelle renaissance des ambitions russes. L'élargissement spectaculaire de l'OTAN s'est d'ailleurs appuyé sur ce sentiment de vulnérabilité, comme l'a très bien résumé Lech Walesa en déclarant : « Si nous ne rejoignons pas l'Ouest à temps, l'Est va nous rattraper »<sup>82</sup>. Aujourd'hui encore, le débat fait rage au sein de l'Union Européenne, entre

---

<sup>78</sup>« Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles, survenant en Europe ou en Amérique du Nord, sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence, elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique-Nord ». Article 5 du Traité de l'Atlantique Nord.

<sup>79</sup>Lawrence S. Kaplan, *The Birth of the Transatlantic Alliance* (Plymouth: Rowman and Littlefield Publishers, 2007), p. 23-44.

<sup>80</sup>Olivier pottier, « GI's go home! Les Européens et la présence militaire américaine depuis 1945 » : p. 207 ; accessible à [http://www.theatrum-belli.com/files/GI\\_GO\\_HOME.2.pdf](http://www.theatrum-belli.com/files/GI_GO_HOME.2.pdf) ; Internet ; consulté le 7 février 2012.

<sup>81</sup>*Ibid.*, p208-209.

<sup>82</sup>André Dumoulin, «Enjeux et signifiants de l'extension de l'OTAN » : p. 549, *Etudes internationales*, n° 3 (1999), accessible à <http://www.erudit.org/revue/ei/1999/v30/n3/704056ar.pdf> ; Internet ; consulté le 8 février 2012.

partisans et adversaires du protectorat américain par le biais de l'OTAN<sup>83</sup>. Pourtant, les Américains eux-mêmes ne souhaitent plus forcément jouer ce rôle de bouclier : déjà, Robert Kagan avait critiqué en son temps une Europe jouisseuse, incapable d'assurer sa propre défense<sup>84</sup>. Surtout, les nouvelles priorités stratégiques des Etats-Unis, évoquées plus haut, devraient faire réfléchir tous ceux qui tablent sur les relations transatlantiques comme gage de sécurité. En somme, il est illusoire de penser que les Américains vont compenser la démilitarisation de l'Europe.

Enfin, la troisième illusion s'appuie sur la foi en une *globalisation pacificatrice*, vecteur d'enrichissement et donc de démocratisation. Il s'agit du fameux concept de la fin de l'Histoire, développé par Francis Fukuyama après la Guerre froide<sup>85</sup>. Cette conviction que la guerre est obsolète demeure puissante en Europe. En effet, la menace y était jadis souvent incarnée par le voisin : or les pays européens ont réussi à bâtir la plus longue période de paix de leur histoire. A l'heure où les Polonais ne craignent plus les Allemands tandis que Français et Anglais vivent en harmonie dans une Europe débarrassée de la menace soviétique, il peut sembler vain de conserver des armées conventionnelles. Pour autant, Fukuyama lui-même est revenu sur sa théorie par la suite car la globalisation génère indéniablement des tensions et des rivalités, qui ont déjà été évoquées dans cette étude : comme le prouvent les événements du 11 septembre 2001 ou le Printemps arabe, l'Histoire continue à l'extérieur de l'Europe.

---

<sup>83</sup>Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p 106-108.

<sup>84</sup>Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse* (Paris : Hachette, 2006).

<sup>85</sup>Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier Homme* (Paris : Flammarion, 1992).

La guerre semble donc bien avoir disparu du quotidien des populations européennes (à l'exception notable des ex-Yougoslaves) grâce aux dividendes d'une longue paix : il peut être alors tentant de considérer cette paix comme acquise et de se débarrasser progressivement de forces armées encombrantes. C'est pourquoi, malgré la remise en cause de certains paradigmes rassurants par le nouveau contexte stratégique, l'Union Européenne n'a pas renoncé à un messianisme profondément hostile à l'emploi de la force.

### C) Le *Soft power* selon Bruxelles.

En 2009, dans le quotidien français *Libération*, l'universitaire néerlandais Peter van Ham publiait un article où il critiquait une Europe faible et incapable de faire respecter ses valeurs : lui-même soutenait que l'Europe ne se construira qu'en étant prête à se battre pour ses idées<sup>86</sup>. Cet article a déclenché un véritable tollé tant il semblait insultant vis-à-vis des principes fondateurs de l'Union Européenne.

En effet, la construction européenne s'est bâtie sur un projet collectif profondément idéaliste. Pour bien comprendre cette dimension, il faut évoquer la notion fondamentale d'Europe postmoderne, qui a été conceptualisée par Robert Cooper dans un livre de référence, *La fracture des nations*<sup>87</sup>. L'auteur y oppose la logique moderne, fondée sur les postulats

---

<sup>86</sup>Peter van Ham, « L'Europe doit être prête à la guerre », *Libération*, 1<sup>er</sup> juin 2009 ; accessible à <http://www.liberation.fr/monde/0101570629-l-europe-doit-etre-prete-a-la-guerre> ; Internet ; consulté le 9 février 2012.

<sup>87</sup>Robert Cooper, *The Breaking of Nations* (New-York: Atlantic Monthly Press, 2004).

westphaliens et sur les attributs classiques de la puissance, à la logique postmoderne qui renonce au caractère sacré des souverainetés nationales et mise sur une interdépendance régulée. En ce sens, parce qu'elle a été marquée par les conséquences déléteres des conflits, l'Union Européenne a renoncé à user de la puissance et de la force dans ses relations internationales : à l'échelle mondiale, toujours selon Cooper, seul le Japon partage cette vision avec elle, pour des raisons historiques et socio-politiques assez similaires<sup>88</sup>. Un autre auteur, Zaki Laïdi, a lui insisté sur la dimension normative du projet européen : selon lui, les « Pères fondateurs » ont délibérément évité de trop politiser l'Europe, afin de limiter les facteurs conflictuels. En insistant sur les échanges commerciaux et sur les réglementations, ils ont au contraire cherché à développer le consensus et l'interdépendance<sup>89</sup>. Ainsi, les Européens ont créé un modèle quasiment révolutionnaire, en rupture complète avec les principes de la *Realpolitik*, dont l'objectif premier demeure la paix : à ce titre, cette entreprise a été couronnée de succès puisque personne n'aurait pu imaginer en 1945 qu'une guerre entre Etats européens ne serait même plus envisageable cinquante ans plus tard<sup>90</sup>. Il est donc important de bien saisir l'originalité du modèle européen car les conséquences en termes d'usage de la force influencent directement la thématique de cette étude.

Forts de ce succès historique et fiers d'avoir transcendé les rivalités ancestrales qui ont jadis déchiré leur continent, les Européens ont aspiré à proposer ce modèle au reste du monde en délivrant un message simple : « nous avons réussi à nous entendre malgré nos guerres passées, vous pouvez aussi y parvenir ». Par cette posture vertueuse et moraliste, l'Union Européenne

---

<sup>88</sup>*Ibid.*, p. 26-40.

<sup>89</sup>Zaki Laïdi, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne* (Paris : Presses de Science-Po, 2005).

<sup>90</sup>Si l'on excepte le cas particulier de la campagne du Kosovo.

tente donc de développer un nouvel ordre mondial, s'appuyant sur ses valeurs démocratiques et sur le strict respect du droit international. Cette « puissance normative », selon l'expression de Zaki Laïdi, utilise les ressources du *soft power* pour séduire ses interlocuteurs et ses succès initiaux prouvent qu'elle y est en partie parvenue. En effet, grâce à son pouvoir d'attraction, de nombreux Etats périphériques ont manifesté le désir d'appartenir à cet espace de paix et de prospérité, d'où le spectaculaire élargissement de 2004. Surtout, l'UE offre une alternative aux pratiques réalistes des Etats-Unis : jamais cette divergence ne fut aussi flagrante que sous la présidence de Georges W. Bush, incarnation du *hard power*. Dans un livre aussi célèbre que polémique, *La puissance et la faiblesse*, Robert Kagan s'est penché sur l'incompréhension mutuelle qui caractérise les relations entre Européens et Américains<sup>91</sup>. Il propose une analyse pertinente du « paradis postmoderne » où « l'autorité de la loi a remplacé le jeu brutal de la force »<sup>92</sup>. Bien entendu, Kagan stigmatise cet idéal européen qu'il qualifie de suffisant, nombriliste et surtout décalé des réalités du monde. Pour autant, les institutions européennes se fondent sur ce particularisme affiché : mieux encore, la majorité des fonctionnaires européens qui œuvrent à Bruxelles y croient encore sincèrement. Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le débat sur le concept d' « Europe puissance », ni d'évoquer les nombreux facteurs qui tempèrent cette vision européenne car ils seront abordés plus loin. Mais il s'agit d'en préciser les conséquences au niveau militaire.

Elles sont évidemment très nombreuses : tout d'abord, comme le rappelle Nicole Gnesotto, « construire des instruments militaires pour assurer la puissance de l'Union

---

<sup>91</sup> Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse*....

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 98. Robert Kagan cite ici un discours prononcé par Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne, à l'Institut d'études politiques de Paris le 29 mai 2001.

s'apparente dans cette vision à une obsession préhistorique »<sup>93</sup>. Ainsi, l'usage de la force, vocation originelle des forces armées, est condamné par l'idéal européen. Ensuite, dans les faits, l'Union Européenne souscrit à un véritable partage des tâches : les Etats-Unis mènent la guerre quand c'est nécessaire tandis que l'UE se concentre sur la gestion civile des crises et les opérations humanitaires. Cette véritable « esquive stratégique », selon les mots de Nicole Gnesotto, justifie la non-implication de l'Union Européenne dans sa propre défense<sup>94</sup>. Conséquence logique de cette dynamique, la PESD peine à prendre son envol et se contente d'un effort minimaliste des Etats membres ainsi que d'opérations à dominante humanitaire et de petite envergure. Le problème, c'est que la plupart des hauts fonctionnaires européens manquent de convictions dans le sens où ils n'adhèrent pas à l'idée d'une Europe forte militairement. Ce constat peut sembler caricatural mais il est parfaitement illustré par le peu d'appétence dont fait preuve Catherine Ashton, la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères, vis-à-vis de l'Europe de la défense<sup>95</sup>. De même, tous les militaires qui ont servi au sein des institutions européennes à Bruxelles ont pu y constater leur marginalisation, voire le malaise généré par la vue de l'uniforme<sup>96</sup>. Ce tropisme pacifiste explique le désarroi éprouvé par l'Union Européenne quand elle est confrontée à la violence d'Etats qui ne partagent pas son optique. Ainsi, en 2008, le coup de force russe en Géorgie est venu rappeler aux Européens que leurs moyens de pression peuvent sembler bien dérisoires face à la détermination d'un Etat. Quant à l'inconsistance

---

<sup>93</sup>Nicole Gnesotto, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique...* p. 122.

<sup>94</sup>*Ibid.*, p. 123.

<sup>95</sup>Philippe Ricard, « L'Europe en perte d'influence », *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 36-37.

<sup>96</sup>C'est en tout cas ce qu'a ressenti l'auteur de ces lignes lors de son bref détachement au sein de l'Etat-Major de l'Union Européenne.

confondante de l'action de l'UE pendant la crise libyenne, elle a déjà été évoquée plus haut. En somme, en raison des valeurs qui l'animent en profondeur, l'Union Européenne se veut résolument postmoderne. A ce titre, cette institution ne s'oppose pas à la démilitarisation de l'Europe ; au contraire, elle la favorise.

Au cours de ce chapitre, il a été démontré à quel point les populations européennes ont adhéré à la volonté de sortir d'une histoire traumatisante et pourquoi certains pays ont voulu conjurer à jamais le spectre d'un conflit fratricide en s'aventurant dans une dynamique d'intégration communautaire. Non seulement ce projet s'est traduit par une paix effective, mais celle-ci a été paradoxalement confortée par le contexte de la Guerre froide. La guerre s'est donc progressivement éloignée des perspectives d'Européens, de plus en plus sceptiques quant à l'utilité des forces armées. En outre, cette longue paix a favorisé la croissance économique et a accéléré les mutations sociétales : or ces dernières ont eu des répercussions décisives sur la démilitarisation de l'Europe.

## **Chapitre 4 : la démilitarisation des sociétés européennes.**

### A) Le crépuscule des institutions militaires.

Durant les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre Mondiale, les sociétés européennes sont balayées par une puissante vague de contestation qui vise avant tout les valeurs et les fondements du modernisme. Les institutions militaires subissent de plein fouet cette vague qui va modifier leur statut au sein des sociétés européennes.

Durant la période de l'après-guerre, les nations européennes ont connu des cheminements historiques différenciés, qui ont cependant contribué à la même dynamique de dévalorisation des institutions militaires. En effet, en Allemagne et en Italie, les militaires sont considérés avec méfiance en raison de leur accointance passée avec les régimes fasciste ou national-socialiste<sup>97</sup>. De plus, les soubresauts politiques qui secouent alors l'Europe vont directement ébranler la légitimité même des forces armées et altérer leur image. Tout d'abord, la démocratie n'est pas encore généralisée à cette époque en Europe : à l'ouest, l'Espagne, le Portugal et la Grèce demeurent longtemps aux mains de régimes autoritaires et militaristes. En Europe centrale et orientale, des dictatures communistes aux ordres de Moscou s'installent durablement. Dans ces deux configurations, les régimes dictatoriaux s'appuient sur l'armée pour exercer leur pouvoir : or, de la fin du franquisme à la chute du Mur de Berlin, tous ces pays vont connaître une transition démocratique. Ainsi, du fait de leur compromission avec les régimes déchus, les

---

<sup>97</sup>Charles C. Moskos, John Allen Williams, David R. Segal, *The Postmodern Military – Armed Forces After the Cold War* (New-York: Oxford University Press, 2000), p. 140-141 (exemple de l'Italie).

armées en cause subiront une nette dégradation de leur image<sup>98 99</sup>. D'un autre côté, les décolonisations douloureuses de certains pays ont aussi joué un rôle important dans cette remise en cause des institutions militaires. Ce fut particulièrement vrai en France, où la réputation des forces armées a durablement souffert des événements douloureux de la guerre d'Algérie : assimilés à des tortionnaires par une partie de l'*intelligentsia*, les militaires ont été comme ostracisés de la société française pendant des décennies avant que ce passé ne s'apaise<sup>100 101</sup>. De même, on peut évoquer les conséquences de la décolonisation en Indonésie ou de la lutte contre les indépendantistes irlandais respectivement aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Dans tous les cas, ces « sales guerres » altèrent l'image des forces armées. En somme, les événements historiques n'ont pas épargné les institutions militaires et offrent un terreau particulièrement favorable aux contestations grandissantes.

En outre, dans les années 1960, les valeurs de la modernité subissent une crise profonde que l'on peut mettre sur le compte des désillusions générées par les bilans paroxysmiques de la guerre. Pourtant cette crise ne s'est pas manifestée dans l'immédiat après-guerre car les sociétés européennes se consacraient entièrement à la reconstruction. En revanche, une fois la paix et la prospérité retrouvées, toute une génération s'est interrogée sur le bien-fondé des piliers traditionnels de la société. A l'origine, l'influence grandissante du marxisme dans les milieux intellectuels européens a établi les bases de cette critique des valeurs dites « bourgeoises ». Puis,

---

<sup>98</sup>Jürgen Kuhlmann and Jean Callaghan, *Military and Society in 21<sup>st</sup> Century Europe – A comparative Analysis* (New Brunswick: Transaction Publishers, 2000), p. 82 (exemple de la République Tchèque).

<sup>99</sup>Sauf au Portugal où l'armée a contribué à la chute du général Salazar lors de la Révolution des Œillets.

<sup>100</sup>Olivier Pottier, *Armée-Nation : divorce ou réconciliation ?* (Paris : L'Harmattan, 2005), p. 13-22.

<sup>101</sup>Lauréat du prix Goncourt 2011, le romancier Alexis Jenni décrit bien ce phénomène dans un article récent de la Revue Défense Nationale. Alexis Jenni, « Défense et illustration de l'Art français de la guerre », *Revue Défense Nationale*, n°749 (avril 2012), p. 7-10.

une partie de la jeunesse s'est reconnue dans cette contestation de la morale traditionnelle et des institutions : les différentes libérations (sexuelle, féministe, tiers-mondiste) sont devenues autant de moyens de s'émanciper des « carcans » entretenus par la société. Ce vent de contestation s'est développé aux Etats-Unis puis en Europe : il s'est concrétisé par des révolutions étudiantes dont la plus célèbre demeure celle du mois de mai 1968 en France<sup>102</sup>. Rarement dans l'histoire du monde, on aura assisté à une telle remise en cause de l'ordre établi et des conventions sociales : tous les symboles et les attributs d'un système considéré comme liberticide sont dénoncés. Cette contestation a d'ailleurs été plus radicale et pérenne en Europe qu'aux Etats-Unis, probablement en raison de la responsabilité collective ressentie après les carnages du 20<sup>ème</sup> siècle. Il serait trop fastidieux de délimiter avec précision les circonstances et les conséquences de ces véritables révolutions sociétales, d'autant plus que ce sujet demeure polémique. Cependant, il est légitime de s'interroger sur leur rôle dans le cadre de la thématique de cette étude. En effet, plus encore que la morale ou le capitalisme, les instruments de l'ordre établi sont vilipendés : parmi eux, l'armée constitue évidemment une cible de choix. Ces attaques se nourrissent de convictions pacifistes, sur fond de guerre du Viêt-Nam et d'escalade nucléaire, et des débats sur la conscription, alors mise en œuvre dans la majorité des pays d'Europe. Surtout, la discipline, la hiérarchie et le conservatisme affichés des militaires apparaissent comme autant de repoussoirs à une jeunesse en quête d'émancipation. Le résultat, c'est qu'une forte mouvance antimilitariste commence à prospérer en Europe.

Il est vrai que l'antimilitarisme n'est pas né à cette période car il prend ses racines au 19<sup>ème</sup> siècle, avec l'affaire Dreyfus par exemple en France, et se développe à l'issue de la

---

<sup>102</sup>Comme le prouve le Printemps de Prague, l'Europe de l'Est n'a pas été épargnée par cette contestation, même si celle-ci sera généralement réprimée par les régimes communistes. On peut néanmoins considérer que la fracture entre la jeunesse et les appareils au pouvoir date de cette époque.

Première Guerre Mondiale dans un contexte de lutte des classes et de rejet de la guerre<sup>103</sup>. Cependant, à partir des années 1960, il prend une nouvelle ampleur dans les milieux étudiants, et se traduit par un réel activisme<sup>104</sup>. En outre, il s'inscrit dans le contexte de la Guerre froide : aussi, cette vague culmine lors des manifestations contre l'implantation des « Euromissiles », au début des années 1980, particulièrement en Italie, en Belgique, au Pays-Bas, en Allemagne et au Royaume-Uni<sup>105</sup>. Pour autant, il convient de relativiser l'importance de ces mouvements antimilitaristes : en effet, ils demeurent minoritaires sur un continent où le péril soviétique légitime l'entretien de forces armées. En outre, la situation diffère selon les pays : virulent en Italie ou en France, cet antimilitarisme est quasiment inexistant au Danemark tandis qu'il est littéralement étouffé en Europe centrale et orientale<sup>106</sup>. Surtout, il va quasiment disparaître par la suite car, à partir des années 1980, les sondages d'opinion démontrent que la perception des armées s'améliore sensiblement<sup>107</sup>. Ainsi, il n'est pas nécessaire de se focaliser sur un antimilitarisme militant plutôt éphémère. Ce qu'il faut retenir en revanche, c'est que cette période marque une évolution dans la perception des populations européennes vis-à-vis des forces armées car celles-ci ne représentent plus une institution incontestée, pilier de la société et émanation du consensus national. De même, les mouvements de contestation ont souligné la dichotomie entre les valeurs militaires, symboles de l'ordre ancien, et une jeunesse étudiante en

---

<sup>103</sup>Jean Rabaut, *L'anti-militarisme en France, 1870-1975 : faits et documents* (Paris : Hachette, 1975).

<sup>104</sup>Olivier Pottier, *Armée-Nation : divorce ou réconciliation ?...*, p. 23-35.

<sup>105</sup>Olivier Pottier, "GI's go home! Les Européens et la présence militaire américaine depuis 1945" ..., p. 208-209.

<sup>106</sup>Charles C. Moskos, John Allen Williams, David R. Segal, *The Postmodern Military – Armed Forces After the Cold War...*, p. 127-128 (Danemark), p. 140-141 (Italie), p. 61-63 (France).

<sup>107</sup>Jürgen Kuhlmann and Jean Callaghan, *Military and Society in 21<sup>st</sup> Century Europe – A comparative Analysis...*, p. 308.

quête d'autres repères : à ce titre, il faut souligner que cette jeunesse fournira les décideurs économiques, politiques et médiatiques actuels, ce qui apporte un éclairage utile au thème de cette étude. Enfin, l'ébranlement des institutions militaires entraînera aussi un déclin conséquent du prestige lié à la profession militaire<sup>108</sup>.

En somme, au-delà d'un antimilitarisme anecdotique, les forces armées européennes n'ont jamais retrouvé la place centrale qu'elles occupaient dans la société avant cette crise des valeurs : à ce titre, on peut véritablement parler de démilitarisation sociétale. Comment expliquer alors que l'image des militaires n'ait cessé de s'améliorer depuis les années 1980 en Europe ?

#### B) L'éloignement du guerrier.

Au sein des sociétés européennes, les forces armées jouissent de nouveau d'un certain respect en raison des mutations générées par le contexte post-Guerre froide. Mais il sera démontré ici que cette popularité retrouvée est source d'ambiguïté.

Tout d'abord, au niveau stratégique, la fin de la Guerre froide a entraîné une évolution importante quant à la vocation des armées : la menace soviétique ayant disparue, de nombreux Etats européens ont réorienté leurs forces armées vers des missions de gestion de crise

---

<sup>108</sup>*Ibid.*, p. 23-24.

internationale<sup>109</sup>. Ce type de mission a nécessité une restructuration des armées européennes, car il n'était plus nécessaire d'entretenir des forces volumineuses tandis que la complexité des nouvelles opérations nécessitait des soldats mieux entraînés. Puis, logiquement, les systèmes de conscription ont progressivement été supprimés (ou suspendus) en Europe. En effet, la professionnalisation des forces armées est demeurée la réponse la plus courante à cette nouvelle donne stratégique. Ainsi, au sein de l'Union Européenne, seize Etats ont effectué ce changement depuis les années 1990<sup>110</sup>. Certains pays ont certes refusé cette dynamique pour des raisons stratégiques (Grèce, Chypre, Finlande) ou culturelles (Suède, Autriche). Mais alors que plus d'un million de conscrits servaient sous les armes en 1999, il en restait un peu plus de 200 000 dix ans plus tard<sup>111</sup>. Le changement de la donne stratégique et la vague de professionnalisation conséquente ont donc abouti à une réduction drastique du nombre de militaires en Europe : à titre d'exemple, la France, qui a inventé la notion de levée en masse, a divisé par trois le volume de son armée de Terre depuis trente ans<sup>112</sup>.

Cependant, outre la compression des effectifs, ces évolutions expliquent paradoxalement le changement d'image dont ont bénéficié les militaires en Europe. En effet, après la vague de contestation des années 1960, la perception des militaires n'a cessé de s'améliorer depuis la fin des années 1980. Ce gain de popularité n'est pas motivé par un retour aux valeurs antérieures à ces crises : en fait, il s'inscrit dans les mutations détaillées plus haut. Tout d'abord, la fin des

---

<sup>109</sup>« Le service militaire obligatoire en comparaison européenne », *Analyse du Center for Security Studies (CSS)*, n°75 (juin 2010), p. 1.

<sup>110</sup>*Ibid.*, p. 1. Dix-sept pays si l'on ajoute la récente décision politique adoptée en Allemagne.

<sup>111</sup>Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p. 58-59.

<sup>112</sup>Anthony King, *The Transformation of Europe's Armed Forces* (New-York: Cambridge University Press, 2011), p. 35.

conscriptions a logiquement joué un rôle important dans cette dynamique : le service militaire n'étant plus vécu comme une contrainte par la jeunesse, la contestation des institutions militaires s'est naturellement adoucie. Surtout, le nombre croissant d'opérations militaires de maintien de la paix, déclenchées dans les années 1990, a redoré l'image des militaires, perçus comme des « soldats de la paix »<sup>113</sup>. En effet, ces opérations à but humanitaire (Balkans, Somalie, Haïti, Darfour etc.), ont conféré aux militaires une dimension humaniste qui correspondait parfaitement à l'air du temps, d'autant plus que ces opérations se caractérisaient par des pertes minimales<sup>114</sup>. Après les attermolements des opérations de l'ONU en Bosnie et en Somalie, l'enthousiasme des états-majors européens vis-à-vis de ce type d'intervention s'est nettement refroidi et on a même pu observer un retour aux opérations plus cinétiques. Il n'empêche que cette reconnaissance retrouvée s'appuie principalement sur un quiproquo que l'on pourrait résumer de manière simpliste : les militaires sont de nouveau appréciés car ils ne servent plus à accomplir leur mission originelle, c'est-à-dire la guerre.

L'amélioration de l'image des militaires recèle donc une part d'ambiguïté. En effet, la disparition des systèmes de conscription a entraîné de multiples conséquences qui ont été analysées par le sociologue Bernard Boëne : parmi elles, il souligne le risque de rupture entre l'armée et la nation qui se caractériserait par un désintérêt croissant de la population civile vis-à-vis d'une institution de moins en moins présente dans son paysage quotidien<sup>115</sup>. En fait, ce risque se traduit par une indifférence croissante qui s'explique aisément : de moins en moins

---

<sup>113</sup>Jürgen Kuhlmann and Jean Callaghan, *Military and Society in 21<sup>st</sup> Century Europe – A comparative Analysis...*, p. 308.

<sup>114</sup>Tibor Szvircesev Tresch and Christian Leuprecht, *Europe Without Soldiers – Recruitment and Retention Across the Armed Forces of Europe* (Kingston: School of Policy Studies, 2010), p. 7.

<sup>115</sup>Bernard Boëne, « La professionnalisation des armées : contexte et raisons, impact fonctionnel et sociopolitique », *Revue française de sociologie*, volume 44 (2003), p. 682-684.

nombreuses numériquement, privées de l'accès à la société qu'offrait jadis le service militaire, les forces armées cultivent en outre un certain particularisme. Aussi, le monde militaire est certes considéré avec bienveillance et respect, mais il est de plus en plus méconnu<sup>116</sup>. La deuxième grande ambiguïté réside dans le mythe du soldat de la paix : en effet, cet oxymore souligne parfaitement l'idée que la guerre est devenue insupportable en Europe tandis que le relativisme triomphant a rendu absurde le fait de mourir pour une cause. L'image des militaires s'est donc améliorée car leur dimension guerrière et sacrificielle a été occultée. Les sociétés européennes ont ainsi voulu se persuader que les modes d'action coercitifs étaient révolus. Le problème, outre le retour aux opérations militaires plus classiques, c'est que les militaires européens se perçoivent encore comme des combattants, prêts à sacrifier leur vie pour leur pays<sup>117</sup>. En effet, ces derniers utilisent un référentiel commun qui puise ses racines dans l'Histoire, la geste guerrière et le culte de l'héroïsme. Or les sociétés civiles européennes, marquées par un réel tropisme pacifiste, développent une vision très différente de la culture guerrière. Pour illustrer ce décalage, il faut souligner que la notion même d'héroïsme guerrier est devenue suspecte et on préfère aujourd'hui mettre en valeur d'autres qualités. Ainsi, au Royaume-Uni, un historien s'étonnait que, malgré le nombre de soldats tombés en Afghanistan et en Irak, les auteurs de faits d'arme soient méconnus du grand public tandis que les décorations militaires les plus prestigieuses sont plutôt attribuées pour des actions de secourisme<sup>118</sup>. Le guerrier n'est donc plus

---

<sup>116</sup>Audrey Salor, « Civils, militaires : l'indifférence cordiale », *Le Nouvel Observateur* (juillet 2011) ; accessible à <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20110720.OBS7342/civils-militaires-l-indifference-cordiale.html> ; Internet ; consulté le 2 mars 2012.

<sup>117</sup>Jürgen Kuhlmann and Jean Callaghan, *Military and Society in 21<sup>st</sup> Century Europe – A comparative Analysis...*, p. 323.

<sup>118</sup>Ben Macintyre, "We Should Sing a Louder Song for our Heroes", *The Times*, 19 mars 2009.

une référence dans les sociétés européennes car « le lent mouvement de sacralisation de la victime permet d'accéder à l'identité quand le héros, *a contrario*, plonge dans l'anonymat »<sup>119</sup>.

En somme, l'amélioration de l'image des militaires en Europe s'est bâtie sur la disparition des armées de masse et sur le post-héroïsme : conséquence de ces phénomènes, les civils européens sont de plus en plus indifférents vis-à-vis d'un monde militaire méconnu. A n'en point douter, ils s'inscrivent dans les évolutions sociétales de l'Europe et concourent à son actuelle démilitarisation. Plus grave, le triomphe des valeurs postmodernes érode la spécificité et l'identité mêmes des institutions militaires européennes.

### C) L'identité militaire en danger.

Les valeurs postmodernes, qui irriguent désormais les sociétés européennes, semblent peu compatibles avec le monde militaire : pourtant, elles ont profondément influencé l'organisation interne des forces armées, mais aussi leur culture. Ce phénomène permet aux militaires de s'adapter au contexte environnant tout en menaçant leur spécificité.

Il convient tout d'abord de revenir sur une notion de sociologie historique déjà abordée au cours de cette étude, à savoir le postmodernisme. Pour ce faire, il faut rappeler que les valeurs modernes, forgées par la philosophie des Lumières et les progrès de la science, ont triomphé au

---

<sup>119</sup>Marc Tourret, « Qu'est-ce qu'un héros », *Inflexions*, n°16 (2011), p. 103.

19<sup>ème</sup> siècle en s'appuyant sur le culte du progrès, le sens du devoir, le respect de l'ordre, les vertus du travail ainsi que sur le patriotisme. Or ces valeurs vont subir une violente remise en cause dans les années 1960, qui aboutira à l'émergence des valeurs dites postmodernes. Ce phénomène s'observe principalement au sein des sociétés occidentales et plus particulièrement en Europe, y compris dans sa partie orientale, où les valeurs postmodernes ont prospéré sur un terrain préparé par un demi-siècle de communisme : pour autant, la mondialisation tend aussi à accélérer les mutations dans le reste du monde. Le postmodernisme correspond d'abord à une modification du rapport au temps et des pratiques sociales. Surtout, il s'inscrit dans la contradiction des valeurs modernes : c'est pourquoi les valeurs postmodernes sont généralement associées à des comportements plutôt hédonistes, relativistes, irrévérencieux et surtout individualistes<sup>120</sup>. Enfin, le postmodernisme se concentre sur le temps présent et, globalisation oblige, se soucie peu d'enracinement national. Rapidement, de nombreux intellectuels vont critiquer ce tournant des sociétés occidentales et en dénoncer les dérives<sup>121</sup>. Sans entrer dans ce débat, ce descriptif très sommaire permet tout de même de souligner à quel point ces valeurs s'opposent à celles cultivées traditionnellement par les institutions militaires. En effet deux idées majeures, communes à toutes les nations, structurent les valeurs militaires : la primauté du groupe sur l'individu ainsi que l'esprit de sacrifice<sup>122</sup>. De plus, les forces armées s'appuient sur la discipline pour fonctionner, tout en cultivant un référentiel ancré dans les traditions. Il existe donc une contradiction fondamentale entre l'individu et le groupe, entre la contrainte

---

<sup>120</sup>Jürgen Kuhlmann and Jean Callaghan, *Military and Society in 21<sup>st</sup> Century Europe – A comparative Analysis...*, p. 324.

<sup>121</sup>Lire à ce sujet Alain Finkielkraut, *La défaite de la pensée* (Paris : Gallimard, 1987) ou Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain* (Paris : Folio, 1989).

<sup>122</sup>Jürgen Kuhlmann and Jean Callaghan, *Military and Society in 21<sup>st</sup> Century Europe – A comparative Analysis...*, p. 323.

disciplinaire et la recherche du plaisir ou entre le culte du passé et la jouissance du présent. Ainsi une tension s'exerce entre l'évolution des sociétés européennes et la culture militaire : or cette tension pose de véritables défis aux institutions militaires en termes de recrutement. En effet, il n'est pas évident de rendre attractif une carrière dont les contraintes heurtent de front les aspirations des jeunes générations<sup>123</sup>.

Cependant, tous les attributs du postmodernisme ne sont pas antinomiques avec l'armée. Par exemple, on observe aujourd'hui une tendance au communautarisme et à « l'esprit de tribu » qui peuvent jouer en faveur des impératifs de recrutement militaire<sup>124</sup>. En fait, les militaires eux-mêmes sont devenus postmodernes, c'est en tout cas la thèse d'un livre devenu une référence pour les sociologues : *The Postmodern Military*<sup>125</sup>. Selon ses auteurs, les institutions militaires ont évolué en trois étapes : celle de l'époque moderne (1648-1945), celle de la période moderne tardive (1945-début des années 1990) et enfin celle actuelle du postmodernisme. A chaque époque, les forces armées ont cultivé un certain nombre de traits particuliers et de paradigmes<sup>126</sup>. Aussi, les armées postmodernes se caractériseraient par cinq paramètres : civilianisation croissante, uniformisation des armes et services, augmentation des missions autres que la guerre, effacement de l'Etat comme employeur au profit des organisations transnationales et enfin internationalisation<sup>127</sup>. Sans entrer dans le détail de ces paramètres, la thèse des auteurs de ce

---

<sup>123</sup>Tibor Szvircsev Tresch and Christian Leuprecht, *Europe without Soldiers – Recruitment and Retention Across the Armed Forces of Europe...*, p. 76-77.

<sup>124</sup>Henri Hude, « Grande Crise, Occident et défense nationale », *Revue Défense Nationale*, n°745 (décembre 2011), p. 81-82.

<sup>125</sup>Charles C. Moskos, John Allen Williams, David R. Segal, *The Postmodern Military – Armed Forces After the Cold War...*

<sup>126</sup>*Ibid.*, voir le tableau page 15.

<sup>127</sup>*Ibid.*, p. 1-11.

livre a le mérite de réfuter l'image de forces armées monolithiques résistant à l'évolution des mœurs : au contraire, les militaires se sont adaptés aux valeurs postmodernes tandis que celles-ci ont imperceptiblement influencé leur culture. Il serait trop fastidieux de décrire la nature de ces influences, mais on peut au moins en évoquer quelques-unes. La civilianisation, par exemple, correspond à un phénomène de fond qui pousse les militaires à intégrer des civils dans leurs rangs ou bien à calquer son organisation sur celle du monde de l'entreprise<sup>128</sup>. Son corollaire, l'externalisation, traduit la propension actuelle des armées à sous-traiter un certain nombre de services auprès d'entreprises privées. On peut évoquer aussi la technicisation croissante du métier militaire ainsi que l'ouverture progressive des armées aux femmes, aux minorités ethniques ou aux homosexuels. Enfin, la sociologie des militaires évolue sensiblement au niveau des profils familiaux par exemple, ou de l'acceptation des contraintes liées au métier des armes<sup>129</sup>. Cependant, si certaines de ces évolutions demeurent positives, d'autres tendent vers une dynamique qui menace l'identité même des militaires et accroît les risques de démilitarisation en Europe.

Les hiérarchies militaires européennes livrent aujourd'hui un véritable combat afin de préserver leur spécificité. En effet, les armées jouissaient jadis d'un statut à part dans la société et d'un certain nombre de privilèges, en raison de leur vocation à défendre la société au prix du sacrifice suprême si nécessaire : cette spécificité militaire faisait l'objet d'un consensus national. Deux auteurs américains, Samuel Huntington et Morris Janowitz, furent les premiers à

---

<sup>128</sup>Caroline Verstappen, « La civilianisation de l'institution militaire », *Les thématiques du Centre d'Etudes en Sciences Sociales de la Défense (C2SD)*, n°14 (mai 2008).

<sup>129</sup>Barbara Jankowski, « L'évaluation des relations entre les militaires et la société civile », *Les thématiques du Centre d'Etudes en Sciences Sociales de la Défense (C2SD)*, n°20 (mai 2009), p. 42-45.

s'interroger sur sa remise en cause<sup>130</sup>. Or, en raison des évolutions de ces trente dernières années, les conditions qui assuraient cette spécificité ne sont plus assurées en Europe : la guerre a disparu, l'Etat de droit a perdu sa légitimité, les institutions sont contestées et les opérations militaires s'apparentent de plus en plus à du maintien de l'ordre<sup>131</sup>. Il en résulte un phénomène de banalisation profondément délétère pour les forces armées européennes. En effet, à titre d'exemple, on peut évoquer la désacralisation de la mort au combat si caractéristique du post-héroïsme : le soldat tué dans l'accomplissement de sa mission est désormais considéré comme un accidenté du travail ou une victime<sup>132</sup>. Autre dérive, la judiciarisation refuse aux militaires le bénéfice d'une justice adaptée aux conditions extrêmes du combat : ainsi, les appareils judiciaires portent une oreille de plus en plus bienveillante aux particuliers qui souhaitent porter plainte contre l'armée, s'ils ont perdu un fils au combat par exemple<sup>133</sup>. Fustigée par tous les connaisseurs du monde militaire, la banalisation du métier des armes correspond pourtant à une dynamique de fond difficilement maîtrisable, car elle est sous-tendue par l'éloignement de la guerre et le refus de la violence. Loin d'être anodine, elle achève donc l'érosion accomplie par la crise des valeurs : déchues de leur statut de pilier de la société, les forces armées constituent désormais une « tribu » comme une autre aujourd'hui en Europe.

---

<sup>130</sup>Samuel Huntington, *The Soldier and the State: the Theory of Civil-Military Relations* (Cambridge: Harvard University Press, 1957).

Morris Janowitz, *The Professional Soldier, a Social and Political Portrait* (Glencoe: The Free Press, 1960). Ces deux ouvrages demeurent des références sur ce sujet, même si leurs conclusions diffèrent sensiblement.

<sup>131</sup>Colonel François Lecointre, « Pour une culture armée », *Inflexions*, n°11 (2010).

<sup>132</sup>Chef d'escadron Samuel Duval, « Soldat français tombés en Afghanistan : rendez-nous nos héros ! », *Le Monde*, 11 mars 2010 ; accessible à [http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/03/11/soldats-francais-tombes-en-afghanistan-rendez-nous-nos-heros-par-samuel-duval\\_1317906\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/03/11/soldats-francais-tombes-en-afghanistan-rendez-nous-nos-heros-par-samuel-duval_1317906_3232.html) ; Internet ; consulté le 5 mars 2012.

<sup>133</sup>Audrey Salor, « Civils, militaires : l'indifférence cordiale »....

L'adaptation des militaires à leur environnement sociétal constitue une nécessité salubre à condition qu'ils parviennent à préserver leur spécificité et leur identité. Or cette menace existentielle s'inscrit dans « l'annihilation incantatoire de la violence par la délégitimation de toute forme de guerre »<sup>134</sup>. C'est pourquoi la banalisation du métier militaire prépare le terrain de la démilitarisation de l'Europe, car les forces armées sont perçues comme un instrument parmi d'autres, dont le caractère indispensable est de plus en plus incertain.

Au cours de cette partie, les causes profondes de la démilitarisation de l'Europe ont été analysées afin de dépasser la simple perspective des réductions budgétaires. On peut isoler deux phénomènes décisifs dans l'accomplissement de cette dynamique : le premier s'inspire d'un véritable déni de la guerre. En effet, meurtris par l'Histoire, les Européens ont souhaité rompre avec leur passé guerrier. C'est pourquoi la construction européenne, confortée par une longue période de paix, s'est appuyée sur un idéal normatif, dont le recours à la force a été exclu. Le deuxième phénomène a directement touché les institutions militaires : ébranlées par les crises sociétales des années 1960, elles ont en effet été dépossédées de leur statut privilégié au sein de la société, tandis que leur particularisme est de plus en plus contesté. Ainsi, au-delà de la crise économique de 2008, ces deux phénomènes justifient la démilitarisation en cours et confirment que l'Europe est profondément ancrée dans l'ère du postmodernisme.

Le problème, c'est que le reste du monde ne partage pas (encore) ces perspectives postmodernes et considère les Européens comme de doux utopistes, des hypocrites protégeant

---

<sup>134</sup>Colonel François Lecointre, « Pour une culture armée »..., p. 5.

leur bien-être ou pire, des décadents dont la faiblesse peut être exploitée. De ce décalage émerge le spectre du déclin de l'Europe.

## TROISIEME PARTIE : CONSEQUENCES ET LIMITES DE LA DEMILITARISATION DE L'EUROPE

En novembre 1956, en réaction à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, les Britanniques et les Français déclenchent une opération de grande ampleur, en liaison avec les forces israéliennes : plus de 150 navires de guerre (dont cinq porte-avions), des dizaines de milliers d'hommes et des centaines d'avions permettent une victoire fulgurante. Pourtant, quelques jours plus tard, les forces anglo-françaises quittent piteusement l'Egypte sous la pression conjuguée des Etats-Unis et de l'URSS<sup>135</sup>. Cet épisode entérine le déclin politique de l'Europe et des vieilles puissances coloniales ; pour autant, militairement, les Européens ont prouvé lors de cette crise qu'ils pouvaient encore agir de manière autonome et projeter un nombre conséquent de forces afin de défendre leurs intérêts. Aujourd'hui, ils en seraient tout simplement incapables.

En effet, après avoir délimité les origines de la démilitarisation de l'Europe, il convient maintenant d'étudier ses conséquences potentielles : or celles-ci ne permettent plus à l'Europe d'être autonome militairement, notamment au niveau capacitaire. Pourtant, il sera aussi démontré que l'instrument militaire, à condition de ne pas être utilisé exclusivement, demeure nécessaire dans un environnement stratégique incertain.

En fait, malgré une conjoncture défavorable, la démilitarisation de l'Europe n'est pas irrémédiable car les Européens demeurent dépositaires de savoir-faire militaires reconnus. En

---

<sup>135</sup>Roger Louis and Roger Owen, *Suez 1956: The Crisis and its Consequences* (Oxford: Clarendon Press, 1991).

outre, le contexte économique et stratégique actuel offre de réelles opportunités, qui peuvent contribuer à enrayer cette dynamique. Enfin, sur un ton plus prescriptif, cette étude conclura que les Européens doivent avant tout sortir de leur somnolence post-historique, renouer avec une vision plus réaliste des relations internationales et trouver des solutions pragmatiques afin d'unir leurs efforts.

En effet, le maintien d'un certain niveau de puissance militaire en Europe ne se résume pas à une vaine question de prestige, mais il conditionne la capacité des Européens à se positionner dans un monde globalisé.

## **Chapitre 5 : les conséquences de la démilitarisation de l'Europe.**

### A) L'Europe encerclée.

A l'heure où ces lignes sont écrites, l'Europe est perçue comme l' « homme malade » de l'économie mondiale tandis que la communauté internationale, à son chevet, observe les soubresauts d'un géant empêtré dans une crise financière sans précédent<sup>136</sup>. Pourtant, les menaces qui guettent l'Europe n'appartiennent pas toutes à la sphère économique : sans tomber dans le catastrophisme, il convient ici de les délimiter.

---

<sup>136</sup>Daniel Vasseur, « Le déclin économique de l'Europe et les nouveaux enjeux de la construction européenne », *Le Monde.fr Idées* ; accessible à [http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/13/le-declin-economique-de-l-europe-et-les-nouveaux-enjeux-de-la-construction-europeenne\\_1506811\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/13/le-declin-economique-de-l-europe-et-les-nouveaux-enjeux-de-la-construction-europeenne_1506811_3232.html) ; Internet ; consulté le 6 mars 2012.

Alors que la croissance mondiale se stabilise à 4% par an, le taux moyen de croissance de l'Union Européenne ne dépasse pas 1% : à ce rythme, sa part dans le PIB mondial pourrait passer de 30% aujourd'hui à 11% en 2050<sup>137</sup>. Parallèlement, le taux de chômage européen vient d'atteindre un nouveau record historique, tandis que la crise grecque est symptomatique des problèmes qui peuvent affecter d'autres pays d'Europe à plus longs termes : à n'en point douter, dans la continuité de la crise économique de 2008, les risques de déstabilisation encourus par l'Europe semblent principalement motivés par son manque de dynamisme économique<sup>138</sup>. Or c'est justement cette focalisation sur l'économie qui constitue l'effet le plus pervers de la crise actuelle. En effet, le redressement financier prend le pas sur tous les autres motifs de préoccupation, sur fond de retour aux réflexes nationaux : à ce titre, la gestion des affaires étrangères ou la construction de l'Europe de la défense sont reléguées à l'arrière-plan des agendas diplomatiques<sup>139</sup>. Cette priorité serait légitime si la périphérie du continent européen ne connaissait pas une effervescence dont les remous pourraient menacer directement ses intérêts vitaux. Or la situation économique préoccupante encourage l'ignorance de bouleversements stratégiques bien réels : à titre d'exemple, les convulsions qui secouent actuellement le monde arabe auront probablement une portée aussi décisive que l'effondrement de l'URSS et recèlent leur lot de menaces potentielles. Aussi, il est permis de s'interroger sur la capacité qu'ont les Européens actuellement à percevoir les incertitudes de leur environnement.

---

<sup>137</sup>*Ibid.*

<sup>138</sup>Richard Hiault, « L'Europe affiche un record de près de 25 millions de chômeurs », *Les Echos*, 2 mars 2012 ; accessible à <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0201926499568-l-europe-affiche-un-record-de-pres-de-25-millions-de-chomeurs-297248.php> ; Internet ; consulté le 6 mars 2012.

<sup>139</sup>Nicole Gnesotto, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique...* p. 176-177.

Le 12 décembre 2003, le Conseil européen a adopté la Stratégie européenne de sécurité (SES), tentative remarquable et louable de délimiter une stratégie commune à tous les Etats membres<sup>140</sup>. Bien que très concis, ce document a le mérite de clarifier la manière dont Bruxelles perçoit les évolutions du monde. Ainsi, la Stratégie européenne de sécurité s'appuie sur deux postulats : le premier, c'est qu'« une agression de grande envergure contre un des Etats membres est actuellement improbable »<sup>141</sup>. Le deuxième postulat marque la spécificité de l'approche européenne par rapport à l'administration Bush de l'époque, à savoir que l'instabilité du monde se nourrit des inégalités de richesse et des problèmes de développement. Aussi, ces deux postulats pourraient cautionner l'idée d'une approche européenne un peu irénique ; pourtant, ils sont enrichis d'une liste assez réaliste de menaces potentielles. La première menace perçue est constituée par le terrorisme, et plus spécifiquement par les nébuleuses d'Al-Qaïda en Europe. Puis, les armes de destruction massive sont évoquées, sans que l'Iran ne soit cité. Ensuite, la SES aborde les conflits régionaux dans un paragraphe assez vague où le Moyen-Orient est tout de même nommé. Corollaire de ce dernier paramètre, la déliquescence des Etats est considérée comme un facteur aggravant. Enfin, la criminalité organisée constitue la dernière menace soulignée. Cette évocation des menaces représente une avancée méritoire même si cette stratégie européenne comporte deux défauts majeurs : elle demeure timorée afin de ne froisser aucun pays et surtout elle n'a pas été remise à jour malgré l'initiative française de 2008<sup>142</sup>.

---

<sup>140</sup>Conseil de l'Union Européenne, *Stratégie européenne de sécurité* (Bruxelles : Secrétariat Général du Conseil de l'Union Européenne, 2003).

<sup>141</sup>*Ibid.*, p. 9.

<sup>142</sup>Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p. 11-13.

Pourtant, la situation internationale a bien évolué depuis et une actualisation n'aurait pas été superflue.

A ce titre, le gouvernement français vient de publier le *Document préparatoire à l'actualisation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*<sup>143</sup>. Ce document officiel, bien que reflétant les perspectives françaises, offre une analyse intéressante des évolutions récentes du contexte international et permet donc de dresser un portrait actualisé des menaces, dont la plupart s'appliquent à l'Europe en général. Les rédacteurs du projet de réactualisation du Livre blanc constatent une aggravation de toutes les menaces délimitées par la Stratégie européenne avec des développements inquiétants. A titre d'exemple, dans le domaine des armes de destruction massive, on observe indéniablement un durcissement des positions iraniennes. Au niveau du terrorisme, la territorialisation d'Al-Qaïda transforme progressivement le Sahel en zone de non-droit. De même, en ce qui concerne la criminalité organisée, la piraterie ne cesse de se développer tandis que la cyber-menace offre de nouvelles perspectives à l'espionnage et aux attaques informatiques<sup>144</sup>. Mais cette étude met surtout en exergue les bouleversements de la périphérie de l'Europe. A ce titre, le conflit ouvert de Géorgie est évoqué mais une attention particulière est logiquement accordée au « Printemps arabe », considéré comme une véritable rupture stratégique dont les conséquences sont qualifiées d'incertaines. En effet, s'elles peuvent constituer un vecteur de démocratisation, les mutations en cours dans cette partie du monde peuvent aussi affecter directement les intérêts européens en termes d'approvisionnement

---

<sup>143</sup>France, Premier Ministre, *La France face aux évolutions du contexte international et stratégique - Document préparatoire à l'actualisation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* (Paris : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, 2012).

<sup>144</sup>*Ibid.*, p. 19-21; 51-52.

énergétique ou d'immigration illégale<sup>145</sup>. Ainsi, sans même se concentrer sur les grandes problématiques stratégiques, comme l'accès aux matières premières ou les dérèglements climatiques, on constate donc que l'environnement immédiat de l'Europe est anxiogène. En effet, même si l'on estime que la Russie ne constitue pas une menace ou que l'Afrique subsaharienne évolue positivement, peut-on envisager une minute qu'un bombardement des installations nucléaires iraniennes par les Israéliens n'aurait aucun impact en Europe ? Peut-on imaginer que l'accès d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) à la Méditerranée, en cas de faillite du gouvernement de transition libyen, serait anodin pour la vie quotidienne des Européens ? Aussi, sans tomber dans les raccourcis du catastrophisme, les Européens ne peuvent pas se permettre d'ignorer ces menaces sous prétexte qu'ils se concentrent sur leur rétablissement économique.

Au début de cette étude, les défis d'une mondialisation ultra-concurrentielle ont déjà été évoqués, mais contrairement à une Amérique du Nord protégée par deux océans, l'Europe est cernée par des zones d'instabilité dont découlent des menaces potentielles, qui lui confèrent une plus grande vulnérabilité. Que penser donc de la démilitarisation de l'Europe dans un tel contexte ?

---

<sup>145</sup>*Ibid.*, p. 34-40.

## B) De l'utilité de l'outil militaire.

Comme le prouve au quotidien la guerre en Afghanistan, le recours à la force armée ne constitue plus une solution exclusive ; à ce titre, l'Union Européenne développe une approche globale reconnue. Cependant, cette réalité ne saurait minimiser le rôle de la coercition en cas de nécessité.

L'entretien de forces armées crédibles représente une somme d'investissements considérable pour les Etats et leurs contribuables. Ainsi, en 2009 les pays de l'Union Européenne ont investi près de 200 milliards d'euros dans leur défense, ce qui ne représente que la moitié des dépenses américaines dans ce secteur à la même époque, mais correspond à un véritable sacrifice dans un contexte de crise économique<sup>146</sup>. Aussi, les forces armées sont soumises à un impératif de rentabilité à courts termes en contradiction avec le temps long dans lequel s'inscrivent les militaires, condamnés à s'entraîner en attendant un emploi qui demeure hypothétique et exceptionnel<sup>147</sup>. Le problème, c'est que cette idée même de recours exceptionnel à la guerre a été marginalisée par un idéal européen postmoderne et normatif, déjà évoqué au cours de cette étude. Cet idéal européen s'appuie sur la suprématie du droit international et de l'aide au développement pour prévenir les conflits : dans ce cas, à quoi bon entretenir un panel onéreux de capacités militaires alors que l'Europe est pacifiée et que le recours à la force y est moralement banni ? Pourquoi ne pas se contenter de forces armées réduites, dédiées à l'aide humanitaire et aux missions de maintien de la paix ? Avant de répondre à ces questions, il convient de souligner

---

<sup>146</sup>Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p. 72.

<sup>147</sup>Colonel François Lecointre, « Pour une culture armée »..., p. 2.

que l'utilité de la force militaire est légitimement relativisée. En effet, les crises post-Guerre froide ont toutes réclamé des approches civiles, juridiques et économiques dans des contextes de stabilisation complexes : pour avoir négligé ces aspects, les Américains ont subi de graves désillusions en Irak après leur offensive militaire victorieuse de 2003. L'Union Européenne a donc parfaitement raison de promouvoir une approche globale des conflits, d'autant plus que son expertise est reconnue dans ce domaine et lui confère une réelle crédibilité, confirmée par ses succès dans les Balkans (Kosovo, Bosnie) ou en Afrique (RDC)<sup>148</sup>.

Sans remettre en cause la nécessité de renoncer à des stratégies exclusivement militaires, il convient donc d'expliquer pourquoi les Européens doivent conserver les moyens de faire la guerre. Dans un texte remarquablement explicite, un haut-fonctionnaire britannique de l'UE, Nick Witney, s'interroge sur la démilitarisation de l'Europe et distingue quatre raisons qui légitiment l'entretien de forces armées puissantes<sup>149</sup>. Tout d'abord, comme l'a encore démontré le « Printemps arabe », le concept de surprise stratégique demeure pertinent car les événements ne sont pas tous prédictibles : en clair, les Européens pourraient être engagés dans des conflits auxquels ils ne s'attendent pas. Ensuite, les relations internationales s'appuient sur des perceptions : or l'entretien de capacités militaires efficaces et la détermination à utiliser le *hard power* dissuadent les agresseurs potentiels et surtout infirment l'image d'une Europe déclinante. Pour illustrer ce rôle des perceptions, Nick Witney évoque l'intervention militaire en Libye, qui a profondément redoré le prestige des Européens dans la région. La troisième raison est

---

<sup>148</sup>Nicole Gnesotto, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique...* p. 186-188.

<sup>149</sup>Nick Witney, "How to Stop the Demilitarisation of Europe", *European Council on Foreign relations – Policy Brief*, n°40 (novembre 2011) ; accessible à [http://www.ecfr.eu/page/-/ECFR40\\_DEMILITARISATION\\_BRIEF\\_AW.pdf](http://www.ecfr.eu/page/-/ECFR40_DEMILITARISATION_BRIEF_AW.pdf) ; Internet ; consulté le 9 mars 2012.

éminemment pragmatique et repose sur le constat que le reste du monde ne vit pas dans un environnement aussi pacifié que celui des Européens. A ce titre, la quête de sécurité correspond à une réelle priorité pour une majorité de pays : si les Européens sont capables de répondre à cette aspiration grâce à leur puissance militaire, leur influence n'en sera que renforcée auprès de ces pays. Nick Witney cite le cas des monarchies arabes du Golfe, qui entretiennent des relations commerciales privilégiées avec les puissances capables de les soutenir dans leur rivalité contre l'Iran. Enfin, alors que les puissances émergentes remettent en cause la domination occidentale et que les rapports de force continuent à animer les relations internationales, l'Europe ne peut pas espérer jouer un rôle dans le monde qui se dessine, sans manifester sa résolution à employer une force militaire crédible afin de défendre ses intérêts<sup>150</sup>.

Ces quatre arguments, en plus de répondre aux questions portant sur l'utilité d'entretenir des armées, soulignent la nécessité de développer une approche plus réaliste du monde, cohérente avec les défis de la mondialisation. Or cette vision réaliste est indéniablement absente des mythes fondateurs de l'Union Européenne, dont les discours officiels osent à peine évoquer la notion d'intérêt<sup>151</sup>. Toujours selon Nick Witney, le véritable problème des Européens, c'est qu'ils sont dépassés par l'évolution du monde. S'ils parvenaient à mieux appréhender leur environnement, ils comprendraient que le *soft* et le *hard* power sont inextricablement liés, selon les mots mêmes de Joseph Nye<sup>152</sup>. Aussi, les stratégies focalisées sur le recours à la force sont certes absurdes, mais celles qui font abstraction des outils du *hard power* sont déconnectées de la

---

<sup>150</sup>*Ibid.*, p. 6-7.

<sup>151</sup>Hubert Védrine, *Le temps des chimères...*, p. 219-222.

<sup>152</sup>«In the twenty-first century, military power will not have the same utility for states that it had in the nineteenth and twentieth centuries, but it will remain a crucial component of power in world politics” Joseph Nye, cité dans le texte de Nick Witney, p. 6.

réalité. Les pays de l'Union Européenne doivent donc disposer d'une « boîte à outils », incluant les modes d'action civils ou économiques, mais aussi le marteau de l'intervention militaire. Le dénouement de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire constitue un excellent exemple : après une avalanche de sanctions politiques et économiques très efficaces, une intervention militaire décisive et courte, menée par la France, a permis le rétablissement de la démocratie<sup>153</sup>. En somme, si les pays d'Europe sacrifient leurs forces armées sur l'autel de la crise économique, s'ils renoncent à disposer d'un outil militaire coercitif, ils seront aussi perdants sur les plans politiques et économiques car ils n'auront plus la capacité de défendre leurs intérêts.

Il semble que les institutions européennes aient elles-mêmes pris conscience de l'utilité d'entretenir un certain niveau de capacité militaire. En effet, la Stratégie européenne de sécurité stipule que les Européens doivent « développer une culture stratégique propre à favoriser des interventions en amont, rapides et, si nécessaire, robustes »<sup>154</sup>. Encore faut-il se demander si les pays européens sont capables de conduire ce type d'intervention, de manière autonome, aujourd'hui.

---

<sup>153</sup>Catherine Gouëset, « La chute de Gbagbo en huit actes, *L'Express*, 11 avril 2011 ; Accessible à [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-chute-de-gbagbo-en-huit-actes\\_947063.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-chute-de-gbagbo-en-huit-actes_947063.html) ; Internet ; consulté le 9 mars 2012.

<sup>154</sup>Conseil de l'Union Européenne, *Stratégie européenne de sécurité...*, p. 23.

### C) Le déclin militaire européen.

Compte tenu de l'état d'avancement du projet d'Europe de la défense, il peut sembler prématuré d'additionner les capacités militaires nationales des États membres de l'Union Européenne et de les considérer comme un tout. Si on se livre néanmoins à cet exercice, on constate des lacunes assez déterminantes pour empêcher l'Europe d'être militairement autonome.

Aujourd'hui, en Europe, la grande majorité des opérations militaires ne se conçoivent que dans le cadre d'une coalition multinationale. C'est fort de ce constat que le volet PESD de l'Union Européenne s'est fixé des objectifs en termes de capacités de déploiement, les *Headline Goals* (HG)<sup>155</sup>. Selon eux, l'UE doit être capable de projeter un corps d'armée, ainsi que ses appuis maritimes et aériens, en soixante jours pour une durée d'un an : cela représente un volume d'environ 60 000 hommes, probablement le triple si l'on anticipe les relèves sur une année. Théoriquement, les Européens sont capables de remplir ces objectifs : en effet, les pays de l'UE ont déployé 83 000 soldats en 2006 sur un total d'environ 1,7 millions de militaires européens<sup>156</sup>. Ces chiffres méritent toutefois d'être relativisés : en fait, on estime généralement que seuls 10% de ces effectifs sont réellement projetables, soit environ 170 000 hommes, ce qui permet de soutenir que les HG sont encore respectés<sup>157</sup>. Le problème, c'est qu'il faudrait que les forces européennes ne se concentrent que sur cet objectif ; or, à titre d'exemple, en 2010 les pays

---

<sup>155</sup>Ils ont été adoptés par le Conseil européen à Helsinki en 1999.

<sup>156</sup>Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p. 53-54.

<sup>157</sup>*Ibid.*, p. 57. Même si d'autres analystes sont plus pessimistes et parlent de 5%.

de l'UE ont projeté plus de 37 000 soldats sous mandat OTAN (Afghanistan et Kosovo) et environ 6000 sous mandat ONU (principalement au Liban), sans parler des opérations purement nationales (pour les pays qui en sont encore capables, c'est-à-dire la France et le Royaume-Uni)<sup>158</sup>. En outre, les HG ne prennent pas en compte les deux groupements tactiques de réaction rapide (composé chacun d'environ 1500 hommes), mis en place par l'Union Européenne en 2007<sup>159</sup>. Enfin, les HG manquent peut-être d'ambition, car 60 000 soldats ne suffiraient pas à contrer une menace majeure tandis que la durée d'un an ne correspond pas à la réalité des opérations en cours. Aussi, si tous ces paramètres sont pris en compte, l'objectif en volume des HG devrait être doublé, c'est-à-dire qu'ils devraient viser une capacité de déploiement de 120 000 hommes sur au moins deux théâtres, ce qui correspond à une capacité de projection d'environ 300 000 hommes. En somme, les forces armées européennes ne comprennent pas un nombre suffisant de forces projetables. Il est évidemment irréaliste d'envisager une augmentation des effectifs militaires en Europe à cause du contexte économique ; il faut donc augmenter le pourcentage de forces aptes à être déployées<sup>160</sup>. Or cette augmentation représenterait d'énormes investissements ainsi que des réformes structurelles de fond : ce sera néanmoins le prix à payer si les Européens veulent développer une politique de défense crédible et autonome.

La capacité de projection ne dépend pas seulement des ressources humaines mais aussi des équipements. En effet, si des forces armées aspirent à être autonomes, elles doivent développer des savoir-faire dans un panel très varié de domaines, incluant des secteurs aussi

---

<sup>158</sup>*Ibid.*, p. 53.

<sup>159</sup>Ces deux unités d'alerte sont appelées BG 1500 (*Battlegroup*) et sont armées grâce à un système de rotation entre les Etats membres.

<sup>160</sup>A titre de comparaison, les Américains ont déployé près de 240 000 hommes en 2009, sur un total de 1,4 millions de militaire : leur taux de soldats projetables est d'environ 15%. *Ibid.*, p. 71-72.

divers que le renseignement, la recherche spatiale, la mobilité, la puissance de feu, la protection ou les transmissions. L'entretien de ces savoir-faire représente évidemment des dépenses considérables et des recherches sur le long terme car les technologies doivent sans cesse être renouvelées, notamment en raison des impératifs d'interopérabilité imposés par les Etats-Unis, sans parler des délais nécessaires au développement d'un programme d'armement. Des lacunes dans un seul de ces domaines suffisent à menacer gravement les capacités d'un pays, ou d'une alliance, à mener une guerre moderne. Ce préambule permet de comprendre les difficultés qu'ont les Européens à entretenir le spectre complet des capacités militaires dans un contexte de contrainte budgétaire, d'autant plus que leurs efforts de coordination sont largement insuffisants (ce thème sera développé plus tard). C'est pour conserver une vue d'ensemble des capacités européennes et tâcher de les coordonner, que l'Agence Européenne de Défense (AED) a été créée en 2004 au sein de l'UE. L'une de ses missions consistait justement à recenser les capacités militaires à développer en priorité afin de combler des lacunes avérées. C'est pourquoi un plan de développement des capacités (*Capability Development Plan* : CDP) a été établi en 2008<sup>161</sup>. Celui-ci a énuméré douze secteurs clés à développer, incluant des domaines aussi fondamentaux que la numérisation de l'espace de bataille, le renseignement, la disponibilité d'hélicoptères ou la lutte contre les engins explosifs improvisés (EEI). Il existe donc bien des lacunes capacitaires en Europe, avec un risque avéré de perdre certaines expertises technologiques. On l'aura compris, les Américains se proposent systématiquement de combler ces déficits par le biais d'une industrie de l'armement très entreprenante en Europe : là aussi,

---

<sup>161</sup>Christian Mölling and Sophie-Charlotte Brune, *The Impact of the Financial Crisis on European Defense...* p. 27-29.

l'enjeu est considérable, puisqu'il relève de la capacité des Européens à conduire une guerre de manière autonome<sup>162</sup>.

L'intervention militaire en Libye a représenté un excellent révélateur de ces faiblesses militaires européennes. En effet, au-delà du succès final et du *leadership* franco-britannique reconnu, cette opération a confirmé que les Européens n'avaient pas la capacité de soutenir une intervention militaire de moyenne ampleur sans le soutien américain. Déjà Robert Gates avait déploré ce constat dans son fameux discours prononcé à Bruxelles en juin 2011 : il y soulignait l'indispensable soutien des Américains en termes de renseignement, ou dans la fourniture de munitions aériennes<sup>163</sup>. Il faut évoquer aussi d'autres carences révélées, comme le ravitaillement en vol, les drones ou les moyens de suppression de la défense aérienne<sup>164</sup>. Surtout la campagne de Libye a démontré que les Européens manquaient cruellement de capacités ISTAR (*Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance*), sans lesquelles la puissance de feu ne sert à rien. En outre, si l'UE avait souhaité diriger les opérations, elle en aurait été incapable car les Européens ne disposent pas de capacités de commandement et de contrôle permanentes<sup>165</sup>. Pour en revenir au discours de Robert Gates, les Européens ont donc démontré qu'ils ne possédaient pas les capacités d'intervenir sans le soutien américain, dans un conflit où leurs intérêts directs étaient pourtant en jeu, alors que l'ennemi était faible et qu'aucune troupe

---

<sup>162</sup>Il faut dire qu'avec un budget en recherche et développement sept fois plus élevé que celui des pays européens cumulés, ils ne souffrent pas des mêmes maux. Cf. Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p. 72.

<sup>163</sup>Robert Gates, "The Security and Defense Agenda: Future of NATO"...

<sup>164</sup>Isabelle Lasserre, « Les leçons du conflit libyen pour la défense européenne », *le Figaro*, 23 août 2011 ; accessible à <http://www.lefigaro.fr/international/2011/08/23/01003-20110823ARTFIG00616-les-lecons-du-conflit-libyen-pour-la-defense-europeenne.php> ; Internet ; consulté le 10 mars 2012.

<sup>165</sup>D'où le débat sur la pertinence d'un OHQ (*Operational Headquarter*) européen permanent, auquel les Britanniques s'opposent farouchement.

n'a été engagée au sol. Aussi, paradoxalement, la guerre de Libye a prouvé que les Européens savaient encore recourir à la force tout en confirmant leur déclin militaire. Cette partie de l'étude s'est concentrée sur le domaine capacitaire mais le déclin militaire des Européens se manifeste aussi par des phénomènes plus immatériels, qui correspondent aux évolutions sociétales évoquées plus haut. Aussi, peut-on évoquer le peu de résilience des opinions publiques et des pouvoirs politiques européens (à l'exception notable des Britanniques) face aux pertes lors des opérations militaires<sup>166</sup>.

Au cours de ce chapitre, un triple constat a été effectué : premièrement, l'environnement géopolitique de l'Europe est instable et porteur de menaces. Deuxièmement, contrairement aux rêves d'une vision européenne décalée de la réalité, les attributs du *hard power* sont plus que jamais nécessaires dans un contexte de mondialisation éminemment concurrentiel.

Troisièmement, les Européens ne sont plus capables militairement, et même psychologiquement, de défendre leurs intérêts, du moins sans l'appui américain : à ce titre, on peut noter l'évolution entre l'expédition de Suez et la récente campagne de Libye. Ces trois constats semblent donc confirmer le diagnostic d'une Europe aveugle et déclinante.

Pourtant, pour reprendre les mots de Bernanos, « l'espérance est un risque à courir », car les Européens peuvent encore enrayer leur démilitarisation, à condition d'optimiser leurs nombreux atouts et de saisir un certain nombre d'opportunités.

---

<sup>166</sup> Avec plus de 400 soldats tombés en Afghanistan, qui se cumulent aux pertes subies en Irak, les Britanniques ont payé un très lourd tribut que la société d'outre-Manche tolère assez bien, à l'instar des sociétés américaines et canadiennes.

## **Chapitre 6 : la démilitarisation de l'Europe n'est pas irréversible.**

### A) Les atouts d'un héritage.

Il a été démontré au cours de cette étude que les populations européennes ont manifesté une désaffection croissante vis-à-vis de l'outil militaire, au fur et à mesure de leur évolution historique : pourtant, cette dynamique n'est pas encore parvenue à effacer totalement un héritage guerrier qui puise ses racines dans l'Antiquité. Aussi, malgré la démilitarisation en cours, les Européens conservent une culture et des savoir-faire militaires solides, ainsi qu'une industrie de défense compétitive.

Le passé violent et guerrier du continent européen a déjà été évoqué afin de souligner ses implications au niveau sociétal. Pour autant, il convient d'insister sur une dimension particulière de ce passé, à savoir les origines de la suprématie militaire européenne. En effet, si dans l'Antiquité et au Moyen-âge les Européens ont été confrontés à la rivalité d'autres civilisations guerrières, ils sont parvenus à s'imposer militairement puis à dominer le monde à partir du 16<sup>ème</sup> siècle<sup>167</sup>. Comment expliquer cet essor de l'Occident ? Les réponses varient selon les interprétations : certains historiens insistent sur le rôle du Christianisme, qui s'est ouvert aux innovations scientifiques alors que les civilisations chinoises et arabes se sclérosaient dans l'immobilisme ou dans la théocratie. D'autres évoquent l'influence de la philosophie des

---

<sup>167</sup>On peut citer, par exemple, les guerres contre les Perses, les Mongols ou les Ottomans.

Lumières ou bien soulignent le rôle des révolutions industrielles<sup>168</sup>. Là encore, il faut revenir sur le livre de Victor Davis Hanson, *Carnage et culture*, qui se concentre sur la dimension militaire de cette domination et offre une réflexion passionnante, et polémique, sur ce sujet<sup>169</sup>. Selon cet historien américain, la suprématie militaire occidentale s'est nourrie d'un certain nombre de caractéristiques développées par les Occidentaux au cours de leur histoire. Aussi, selon lui, la démocratie, le rationalisme, l'individualisme, la discipline, la volonté d'anéantir l'ennemi ou le triomphe de la technique constituèrent autant de facteurs de victoire. On peut retenir de cette analyse que les Européens ont dominé le monde pendant quatre siècles en raison d'un appétit de puissance délétère, mais aussi grâce à leur dynamisme, à leur inventivité et à leur combativité.

Or un tel héritage, aussi discutable soit-il, ne s'efface pas d'un trait de plume car les forces armées européennes conservent une crédibilité reconnue aujourd'hui malgré la démilitarisation sociétale qui a suivi la Deuxième Guerre Mondiale. Au niveau des savoir-faire tout d'abord, il faut souligner que les militaires européens possèdent une réelle expertise dans les conflits de stabilisation et de contre-insurrection, qu'ils puisent logiquement dans leur longue histoire de pacification coloniale. Le résultat, c'est qu'en Afghanistan, les troupes britanniques ont intégré plus rapidement les principes de la contre-insurrection grâce à leur expérience en Irlande du Nord ou en Malaisie. De même, les soldats français possèdent encore une maîtrise inégalée des opérations en Afrique en raison de leur passé colonial sur ce continent<sup>170</sup>. A ce titre, les Européens se différencient des Américains, qui cultivent une autre vision en privilégiant

---

<sup>168</sup>Jean-Claude Guillebaud, *Le commencement d'un monde* (Paris : Seuil, 2008), p. 48-53.

<sup>169</sup>Victor Davis Hanson, *Carnage et Culture...*

<sup>170</sup>A propos de cet héritage colonial, lire : France, Ministère de la Défense, *Gagner les cœurs et les esprits, origine historique du concept – application actuelle en Afghanistan* (Paris : Centre de Doctrine et d'Emploi des Forces, 2010).

l'anéantissement de l'ennemi par une force écrasante<sup>171</sup>. Par ailleurs, au niveau des doctrines ou du commandement, les Européens entretiennent des identités fortes et efficaces, forgées par leur histoire : on peut évoquer les Allemands, inventeurs de l'état-major moderne, dont les officiers brillent encore aujourd'hui au sein des cellules de planification de l'OTAN. Enfin, les militaires Européens, en raison de la géographie de leur continent, conservent aussi une excellente connaissance de certains milieux naturels : la montagne par exemple (pays alpins) ou bien les zones polaires (pays scandinaves). En somme, si les Etats-Unis sollicitent les Etats européens quand ils commandent une coalition, ce n'est pas seulement pour une question de volume, mais c'est aussi parce qu'ils reconnaissent la compétence de leurs soldats.

L'autre aspect de cette crédibilité des Européens dans le domaine militaire est constitué par leur industrie de défense et sa production. En effet, traditionnellement, l'Europe dispose d'une industrie de l'armement dynamique et performante. Cette industrie représente encore une part non négligeable de l'économie de la France, du Royaume-Uni, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Suède, qui se partagent quasiment toute la production européenne<sup>172</sup>. Au niveau international, trois entreprises européennes se situent dans les dix premières mondiales : le britannique BAE (2<sup>ème</sup> vendeur mondial), l'européen EADS (7<sup>ème</sup> rang) et l'italien Finmeccanica (8<sup>ème</sup> rang), tandis qu'en 2010, le Royaume-Uni et la France appartenaient encore

---

<sup>171</sup>Le général Vincent Desportes compare les règles du football européen (dispersion, ruse et déception) à la violence du football américain et transpose cette comparaison dans le domaine militaire. Général Vincent Desportes, *La guerre probable – penser autrement* (Paris : Economica, 2007), p. 114-115.

<sup>172</sup>« Défense et sécurité, situation et perspectives du secteur », *Entreprises et Industrie magazine*, 19 avril 2011 ; accessible à [http://ec.europa.eu/enterprise/magazine/articles/industrial-policy/article\\_10997\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/magazine/articles/industrial-policy/article_10997_fr.htm) ; Internet ; consulté le 25 mars 2012.

au club des cinq premiers exportateurs d'armement<sup>173</sup>. Performante et concurrentielle, cette industrie de défense européenne produit des avions, des hélicoptères ou des chars à la pointe de la technologie. A ce jour, les pays émergents n'ont pas encore atteint ce niveau de performance et l'industrie de l'armement européenne concurrence directement celle des Etats-Unis sur les différents appels d'offre. Cependant, outre ses difficultés à préserver son expertise dans certains domaines (cf. chapitre précédent), l'industrie européenne de défense souffre d'un fâcheux manque de coordination et de mutualisation pour des raisons évidentes d'intérêts nationaux : ainsi, elle regroupe seize chantiers navals (trois aux Etats-Unis) et onze programmes de véhicules de combat de l'infanterie (deux aux Etats-Unis)<sup>174 175</sup>. En outre, il convient d'ajouter que la performance des savoir-faire et des matériels militaire se concentre principalement en Europe de l'Ouest. En effet, et sans tomber dans des raccourcis réducteurs, les pays de l'ancien bloc communiste ont été contraints de s'aligner sur les standards du vainqueur de la Guerre froide, c'est-à-dire de l'OTAN. Il en a donc résulté un cycle de réformes considérables, dont a souffert leur compétitivité militaire : ce sont d'ailleurs ces mêmes pays qui tendent à réduire le plus drastiquement leur budget militaire (cf. premier chapitre).

Héritiers d'un patrimoine militaire unique, qui leur a assuré leur suprématie passée, les pays européens excellent encore dans de nombreux domaines malgré la démilitarisation en cours.

---

<sup>173</sup>« Les ventes d'armes défient la crise », *Le Monde international*, 21 février 2011 ; accessible à [http://www.lemonde.fr/international/article/2011/02/21/les-ventes-d-armes-defient-la-crise\\_1482947\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2011/02/21/les-ventes-d-armes-defient-la-crise_1482947_3210.html) ; Internet ; consulté le 25 mars 2012. Cet article synthétise les conclusions du SIPRI sur les ventes d'armes sur l'année 2010-2011.

<sup>174</sup>« Défense et sécurité, situation et perspectives du secteur », *Entreprises et Industrie magazine*...

<sup>175</sup>Même si, comme le rappelle le journaliste Jean-Dominique Merchet, les programmes européens d'armement (Airbus A400 M par exemple) sont pour l'instant plus coûteux que les programmes strictement nationaux. Jean-Dominique Merchet, *Défense européenne, la grande illusion* (Paris : Larousse, 2009).

Ce constat permet de tirer deux conclusions majeures : premièrement, la démilitarisation de l'Europe ne nuira pas qu'aux Européens. En effet, si elle se poursuit, elle se traduira par la perte de cette excellence. Or l'Organisation des Nations Unies pâtira incontestablement de ce déclin, eu égard à la part que prennent les Européens dans les opérations de maintien de la paix, ainsi que les Américains qui perdront des alliés fiables. Deuxièmement, cette compétitivité préservée souligne qu'il n'est pas trop tard pour enrayer la démilitarisation européenne, d'autant plus qu'un certain nombre d'opportunités se présentent actuellement.

#### B) Le temps des opportunités.

Les Etats européens bénéficient d'une fenêtre favorable pour enrayer leur déclin militaire : en effet, les nouvelles orientations stratégiques américaines, la crise économique et les opérations militaires récentes peuvent générer une réelle prise de conscience chez les Européens, et ce avant qu'il ne soit trop tard.

Les évolutions stratégiques américaines ont déjà été évoquées à plusieurs reprises afin de souligner la mutation des relations entre l'Europe et les Etats-Unis en raison du recentrage opéré par Washington vers la zone pacifique. Il a aussi été précisé que les Américains n'abandonneront pas non plus l'Europe à cause de sa proximité avec la Russie et le Moyen-Orient et surtout parce

qu'ils comptent sur le soutien de leurs alliés européens<sup>176</sup>. D'ailleurs, ils ne retirent pour l'instant que 4000 hommes sur les 80000 déployés en Europe, ce qui relativise l'inquiétude de certains Européens<sup>177</sup>. En fait, la conséquence majeure de cette évolution, c'est que dans leur volonté de se concentrer sur la zone pacifique et de rationaliser leurs dépenses, les Américains encouragent les pays européens à se montrer plus autonomes. L'opportunité est donc évidente : les Etats-Unis se sont méfiés pendant des décennies d'une Europe trop forte militairement en raison du passé tumultueux des Européens mais aussi pour les maintenir dans un état de subordination. Or c'est ce même pays qui prône aujourd'hui une Europe plus puissante militairement. Aussi, le sentiment de vulnérabilité généré par cette nouvelle posture américaine représente une aubaine à exploiter afin d'enrayer la démilitarisation de l'Europe. En effet, les Européens font face à une alternative simple : sombrer dans un attentisme stérile ou bien assumer un véritable positionnement stratégique en consolidant leurs capacités militaires. Le problème, c'est qu'il leur faudra aussi fixer les termes du contrat avec les Etats-Unis. En effet, Washington n'envisage cette nouvelle robustesse militaire européenne que dans le cadre de l'OTAN, donc sous son *leadership*, avec ce que cela implique en termes d'achats de matériels militaires<sup>178</sup>. Les Européens devront donc affirmer leur autonomie stratégique, sous l'égide de l'Union Européenne, afin de privilégier un véritable partenariat avec les Etats-Unis plutôt qu'une

---

<sup>176</sup>Thomas Roussel, « La nouvelle politique de défense américaine : quelles conséquences pour l'Europe et la France ? », *Analyse et prospective internationale*, 23 janvier 2012 ; accessible à <http://analysons.wordpress.com/2012/01/23/la-nouvelle-politique-de-defense-americaine-queles-consequences-pour-leurope-et-la-france/> ; Internet ; consulté le 26 mars 2012.

<sup>177</sup>Jean-Jacques Roche, « Les bénéfices prévisibles d'un désengagement américain », *Le Monde*, 19 janvier 2012.

<sup>178</sup>Jean-Pierre Maulny, « Les Européens doivent saisir les opportunités de cette nouvelle doctrine américaine »...

nouvelle forme de vassalité<sup>179</sup>.

La deuxième opportunité qui s'offre aux Européens est paradoxalement constituée par la crise économique dont ils subissent les conséquences depuis 2008. A première vue pourtant, cette crise a accéléré la démilitarisation de l'Europe en déclenchant une avalanche de coupes budgétaires. Elle a surtout fait resurgir les réflexes nationalistes qui poussent chaque Etat membre à jouer sa propre partition. Le jeu communautaire de l'Union Européenne en pâtit forcément, certains Cassandres n'hésitant pas à prédire qu'elle ne survivra pas à la crise financière. Au niveau militaire, comme le souligne le rapport du Parlement européen, les baisses budgétaires et les réductions capacitaires se sont effectuées sans aucune concertation entre les Etats membres : si l'on considère la globalité des capacités militaires européennes, il en résulte des redondances ou des pertes d'expertise<sup>180</sup>. Mais au-delà de ce constat pessimiste, les resserrements budgétaires peuvent aussi déboucher sur une prise de conscience : en effet, de plus en plus d'Etats réalisent qu'ils ne pourront maintenir un certain niveau d'ambition militaire sans un minimum de mutualisation au niveau européen. Cette mutualisation se traduit par des petits projets ou des accords multilatéraux, consacrant une vision pragmatique et moins utopique de l'Europe de la défense. A ce titre, l'ambitieux accord de défense franco-britannique, signé en novembre 2010, constitue un excellent exemple car il émane de deux nations réputées pour leur conception sourcilleuse de la souveraineté<sup>181</sup>. On peut aussi évoquer les initiatives du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie), qui visent à armer un *battlegroup*

---

<sup>179</sup>Général Jean-Paul Perruche, « Le prix à payer des Européens pour être le partenaire stratégique des Américains », *Le Monde*, 19 janvier 2012.

<sup>180</sup>Christian Mölling and Sophie-Charlotte Brune, *The Impact of the Financial Crisis on European Defense...*, p. 11.

<sup>181</sup>Ben Jones, "Franco-British Military Cooperation: A new Engine for European Defence?", *European Union Institutes for Security Studies (ISS)*, occasional paper n°88 (February 2011).

(BG 1500) en commun<sup>182 183</sup>. Outre cette mutualisation réaliste entre Etats européens, les efforts de l'Agence Européenne de Défense commencent à aboutir car, grâce à leur suivi des capacités critiques européennes et à leurs propositions, un certain nombre de projets ont récemment vu le jour, notamment dans le domaine du transport stratégique ou du ravitaillement en vol<sup>184</sup>. Ainsi, la crise économique encourage aussi les réflexes vertueux et c'est en cela qu'elle peut finalement contribuer à préserver les capacités militaires européennes.

Enfin, les opérations militaires récentes forment la troisième opportunité. Pour avoir révélé les lacunes européennes, la campagne de Libye a entraîné une prise de conscience dont les conséquences peuvent être positives. Là aussi, certaines initiatives de mutualisation commencent à émerger afin de combler les plus flagrantes de ces lacunes. L'une d'elle, le ravitaillement en vol, a récemment fait l'objet d'une décision conjointe de onze ministres de la défense européens, afin de parvenir à une autonomie à l'horizon 2020<sup>185</sup>. En revanche, parce qu'il est trop tôt pour en tirer des conclusions, on ne peut pas vraiment parler d'opportunité concernant le conflit en Afghanistan : celui-ci correspond plutôt à une dynamique de retour de la guerre. En effet, il faut d'abord souligner que le rôle militaire des Européens en Afghanistan est souvent minimisé :

---

<sup>182</sup>Peter Kiss, "Eastern European Defense Review: Defense Cooperation within the Visegrad group. Unexplored opportunities?", *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*; accessible à <http://csis.org/blog/eastern-european-defense-review-defense-cooperation-within-visegrad-group-unexplored-opportunit>; Internet ; consulté le 26 mars 2012.

<sup>183</sup>Ce mécanisme, qualifié d' *islands of cooperation* par le chercheur Thomas Valasek, peut aussi aller beaucoup plus loin : les marines belges et néerlandaises sont ainsi quasiment intégrées.

<sup>184</sup>Il s'agit de l'*European Air Transport Command* (EATC), qui mutualise les appareils militaires de transport français, allemands, belges et néerlandais. De plus, les ministres européens de la défense ont décidé, le 22 mars 2012, de mutualiser sur ce même modèle les capacités de ravitaillement en vol, qui avaient si cruellement manqué en Libye.

<sup>185</sup>Nicolas Gros-Verheyde, « L'Europe entend se ravitailler toute seule », *Bruxelles2*, 22 mars 2012 ; accessible à <http://www.bruxelles2.eu/tag/capacites> ; Internet ; consulté le 27 mars 2012.

pourtant 25 des 27 Etats membres de l'UE se sont engagés dans ce conflit. De plus, environ 30 000 soldats européens y prennent part encore aujourd'hui, sachant que près de 800 d'entre eux y sont tombés depuis 2001. Même si le niveau d'implication diffère selon les Etats, la plupart des contingents européens présents sur place ont été confrontés à des situations de guerre. Par rapport aux opérations de maintien de la paix des années 1990, l'Afghanistan s'inscrit donc dans un durcissement des opérations qui a indéniablement aguerris une partie non négligeable des forces armées européennes. Ainsi, les soldats européens ont démontré qu'ils savaient encore faire la guerre, même si ce réapprentissage a parfois été douloureux. Certes, le conflit en Afghanistan a aussi confirmé le peu de résilience des opinions publiques européennes face aux pertes et les velléités politiques qui en découlent. Mais ce retour de la guerre, pour limité qu'il soit, permet de nuancer le caractère inéluctable de la démilitarisation de l'Europe.

Les bouleversements en cours ont donc déjà permis de tirer un certain nombre de conclusions, dont les effets peuvent jouer en faveur du maintien d'un certain niveau de puissance militaire en Europe. Ainsi, la démilitarisation de l'Europe n'est pas une fatalité, mais les voies qui permettront de l'enrayer réclameront une somme d'efforts considérables à tous les niveaux.

### C) Quelques pistes pour mettre fin à la démilitarisation de l'Europe.

Certains analystes considèrent que la démilitarisation de l'Europe s'inscrit dans la fin d'un cycle de civilisation : cette étude ne souscrit pas à cette lecture décliniste, car il est toujours plus confortable de succomber aux séductions du fatalisme<sup>186</sup>. Sans avoir la prétention de donner des solutions, une multitude de chercheurs et de décideurs s'attellant déjà à cette tâche, ce dernier chapitre vise uniquement à préciser les trois conditions qui permettront à l'Europe de préserver ses capacités militaires.

Tout d'abord, les Européens doivent mieux comprendre le monde qui les entoure et les enjeux de la mondialisation : en effet, comme le souligne Nick Witney, ils peinent à appréhender leur nouvel environnement<sup>187</sup>. La mondialisation offre des opportunités formidables d'ouverture mais elle encourage aussi une concurrence économique féroce tout en marquant un retour des rapports de force sur la scène internationale. Engourdis par soixante ans de paix, les peuples d'Europe sont dépassés par l'accélération du rythme induit par la globalisation<sup>188</sup>. Il est donc temps de rompre avec l'illusion que le monde va adopter le modèle normatif et pacifique européen. Ce simple effort de lucidité permettra aux Européens de s'interroger sur leur désarmement quand le reste du monde augmente massivement ses dépenses militaires<sup>189</sup>. Certes, il n'est plus question de renouer avec des ambitions dépassées de domination, car comme le

---

<sup>186</sup>Ils se réfèrent souvent au philosophe allemand Oswald Spengler, qui estimait que les grandes cultures naissent, croissent, déclinent et meurent selon un rythme cyclique.

<sup>187</sup>Nick Witney, "How to Stop the Demilitarisation of Europe"... , p. 5.

<sup>188</sup>Nicole Gnesotto, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique...*, p. 192.

<sup>189</sup>Alain Frachon, « Tout le monde réarme, sauf les Européens »...

précise le général Jean-Paul Perruche, « les nations européennes ne seront plus jamais ce qu'elles ont été dans les siècles passés »<sup>190</sup>. En fait, il s'agit uniquement de prendre conscience que l'Europe est vulnérable et qu'elle doit peser de tout son poids pour défendre ses intérêts. Or la défense de ces intérêts passe aussi par le maintien de capacités militaires, selon le principe du *smart power* cher à l'administration Obama<sup>191</sup>. Il est certain que cette approche pragmatique n'est pas si anodine, car elle rejoint les positions des défenseurs d'une « Europe puissance » qui, à l'instar de l'ancien ministre français Hubert Védrine, prônent une Europe débarrassée des utopies fédéralistes mais prête à défendre sa place dans la mondialisation<sup>192</sup>. Le problème, c'est que tout le monde ne partage pas cette optique qui, tout en reconnaissant l'importance de conserver des Etats européens forts, propose l'adoption d'une stratégie commune dans le domaine des affaires étrangères, et donc un certain abandon de souveraineté de la part des Etats membres. En outre, la volonté européenne de devenir un acteur stratégique pourrait se heurter aux contradictions de la stratégie européenne des Etats-Unis. En effet Washington appelle de ses vœux une Europe plus robuste militairement, mais se pliant avec docilité à son *leadership*. On le voit donc, les écueils sont nombreux, probablement parce que cet effort de réalisme et d'adaptation au monde actuel mène naturellement au volet politique de la construction européenne. Or sans s'aventurer sur ce terrain sensible, il est difficile d'envisager d'autres voies pour préserver le potentiel militaire européen.

---

<sup>190</sup>Général Jean-Paul Perruche, « Plaidoyer pour une défense européenne », *Le Point*, 23 mars 2012 ; accessible à [http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/jean-paul-perruche-plaidoyer-pour-une-defense-europeenne-23-03-2012-1444387\\_53.php](http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/jean-paul-perruche-plaidoyer-pour-une-defense-europeenne-23-03-2012-1444387_53.php) ; Internet ; consulté le 27 mars 2012.

<sup>191</sup>Cette notion de « pouvoir de l'intelligence » propose la combinaison des outils du *soft* et du *hard power* afin de résoudre une crise au mieux. Voir Jacques Charmelot, « Le *smart power* américain, un défi pour l'Europe », *Fondation Robert Schuman – Questions d'Europe n°127* (9 février 2009) ; accessible à [http://www.robert-schuman.eu/doc/questions\\_europe/qe-127-fr.pdf](http://www.robert-schuman.eu/doc/questions_europe/qe-127-fr.pdf) ; Internet ; consulté le 27 mars 2012.

<sup>192</sup>Hubert Védrine, *Le temps des chimères...*, p. 219-222.

Pour conserver un minimum de crédibilité opérationnelle, les structures de défense européennes doivent aussi consentir de gros efforts en termes de mutualisation. Là aussi, cette dynamique doit être motivée par une démarche pragmatique. En effet, en raison des conséquences de la crise financière, les Etats européens ont de plus en plus de difficultés à contribuer aux opérations militaires, tandis que certains d'entre eux perdent des pans capacitaires entiers ou n'ont plus les moyens de lancer de nouveaux programmes d'armement<sup>193</sup>. Ainsi, lorsque l'Union Européenne se relèvera du marasme économique actuel, il est probable que plus aucune nation européenne ne disposera des capacités requises pour conduire une opération militaire autonome de moyenne ampleur. Pour répondre à cette situation, qui est au cœur de la démilitarisation de l'Europe, une mutualisation accrue des capacités militaires au niveau européen relève de la logique la plus élémentaire. Il ne s'agit pas pour autant de rêver à une grande armée européenne : en effet ce projet est aussi utopique que stérile car il ignore la diversité des cultures doctrinales et opérationnelles en Europe<sup>194</sup>. Aussi, comme le chapitre précédent l'a démontré, les ambitions de mutualisation doivent rester réalistes : à défaut de projets communs à tous les Etats membres de l'UE, certains d'entre eux peuvent se regrouper en fonction de leurs affinités ou de leurs ambitions, l'objectif ultime étant d'éviter que certaines capacités critiques ne disparaissent. En fait, la véritable question est de déterminer quelle structure peut guider au mieux cette démarche. D'un côté, l'OTAN encourage cette mutualisation européenne à travers son programme de *Smart Defence*. Il est certain que ce projet bénéficie grandement de l'efficacité des structures militaires de l'OTAN, ainsi que de leur

---

<sup>193</sup>Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, *Actes du séminaire EuroDéfense : Crise libyenne et crise financière – quelles conséquences pour l'Europe de la défense ?*, intervention du général Maurice de Langlois, p. 74.

<sup>194</sup>Jean-Dominique Merchet, *Défense européenne, la grande illusion...*, p. 105-120.

intégration avancée<sup>195</sup>. Cependant, comme tout ce qui a trait à l'OTAN, il est fortement marqué par l'influence des Etats-Unis et pourrait donc servir de vitrine pour les industries d'armement américaines, compromettant ainsi la survie d'une industrie de défense strictement européenne<sup>196</sup>. D'un autre côté, la Politique Européenne de Sécurité et de Défense, à travers le travail de l'Agence Européenne de Défense, propose le programme *Pooling and Sharing* qui a le mérite d'être exclusivement européen mais souffre d'un manque de volontarisme de la part des Etats membres<sup>197</sup>. Actuellement, les puissances militaires européennes jouent sur les deux tableaux mais la gymnastique est périlleuse et il leur faudra probablement faire un choix tôt ou tard. Le deuxième problème sous-tendu par la mutualisation, c'est qu'elle peut servir de prétexte aux pays qui souscrivent à la politique du moindre effort en termes de dépenses militaires : or il n'est pas acceptable que le maintien des capacités militaires européennes repose sur les épaules de quelques pays<sup>198</sup>. Il n'en demeure pas moins que la mutualisation de certaines capacités militaires demeure l'une des rares réponses crédibles et réalistes à la démilitarisation en cours.

Enfin, la troisième condition qui peut permettre à l'Europe d'enrayer sa démilitarisation est probablement la plus difficile à obtenir, car elle relève des sociétés européennes elles-mêmes. En effet, au-delà de la construction européenne, des décisions politiques ou des réformes

---

<sup>195</sup>L'initiative *Smart Defence* a été lancée par le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, en 2011. Elle vise à promouvoir plus de cohérence dans les dépenses de défense des membres de l'OTAN en encourageant notamment les mécanismes de mutualisation.

<sup>196</sup>Jérôme Pellistrandi, « L'OTAN et les défis post-2014 », *Revue Défense Nationale*, n°745 (décembre 2011), p. 59-66. Cet article évoque l'appétit des industriels américains de l'armement pour le marché européen. A ce titre, l'exemple du *Joint Strike Fighter/F 35* est édifiant.

<sup>197</sup>Sven Biscop and Jo Coelmont, *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power...*, p. 87-90.

<sup>198</sup>En 2010, l'Italie, la Belgique, l'Autriche, la Roumanie, l'Irlande, la Lituanie, la Lettonie, Chypre, le Luxembourg et Malte ont consacré moins de 1% de leur PIB à la défense.

militaires, il est impératif d'informer les Européens des enjeux de cette démilitarisation. En somme, il s'agit de faire œuvre de pédagogie ; or cette démarche s'avère très difficile pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la crise financière concentre toutes les attentions et toutes les énergies et les opinions publiques acceptent difficilement des dépenses de défense élevées dans un tel contexte. Surtout, ce travail de pédagogie se heurte au tropisme pacifiste des Européens : l'éloignement de la guerre, la longue paix européenne et la conviction que les menaces existentielles ont disparu, expliquent l'indifférence que les Européens éprouvent vis-à-vis des questions de défense, voire leurs doutes quant à l'utilité de conserver des capacités militaires robustes. Plus qu'une simple question de budgets, il est donc nécessaire de convaincre les Européens qu'il est temps pour eux de revenir dans l'histoire et de mettre fin à leur longue « dormition », pour reprendre l'expression de l'historien Dominique Venner<sup>199</sup>. La tâche peut paraître considérable mais plusieurs éléments confirment qu'elle n'est pas impossible. En effet, la question de la démilitarisation de l'Europe suscite de plus en plus d'intérêt. Ainsi, un nombre croissant d'articles de presse ou de colloques abordent cette problématique et de nombreux décideurs politiques ont pris conscience de ces enjeux. Comme le prouve le récent rapport du Parlement européen, le déclin militaire de l'Europe provoque des réactions d'inquiétude au sein même des institutions européennes<sup>200</sup>. En outre, les générations postmodernes n'ont plus les œillères idéologiques de leurs aînés ; l'antimilitarisme idéologique des années 1970 s'étant estompé, un discours rationnel et convainquant a toutes les chances d'obtenir des effets positifs. Enfin, les Européens ne sont pas aveugles et ils perçoivent les incertitudes du monde de demain.

---

<sup>199</sup>Dominique Venner, *Le siècle de 1914* (Paris : Pygmalion, 2006), p. 399-400.

<sup>200</sup>Christian Mölling and Sophie-Charlotte Brune, *The Impact of the Financial Crisis on European Defense...*

De leur côté, les institutions militaires devront participer à ce travail de pédagogie sous peine de disparaître : pour ce faire, il est impératif qu'elles conservent des liens étroits avec les sociétés dont elles sont issues et qu'elles luttent contre leur marginalisation, afin de demeurer audibles. Finalement, l'équation est simple : l'Europe conservera sa crédibilité militaire si ses habitants le veulent.

Malgré une histoire militaire qui les a façonnées, les nations européennes sont en train de sacrifier leurs capacités de défense. Ce mouvement n'est pas irréversible, à condition que les Européens saisissent les opportunités qui se présentent et concentrent leurs efforts vers les trois directions évoquées plus haut : lucidité, mutualisation et pédagogie. Il existe une autre possibilité, c'est celle de l'électrochoc généré par une éventuelle surprise stratégique. Il serait pourtant souhaitable que les Européens prennent en main leur destin avant de subir les conséquences d'une telle extrémité.

“Peut-être la guerre ne vous intéresse-t-elle pas, mais la guerre s’intéresse à vous.” Léon Trotski.

## CONCLUSION

Depuis 2009, les Etats membres de l’Union Européenne réduisent leur budget de défense avec constance et détermination. Cette dynamique touche toutes les régions de l’Europe, même si ces réductions budgétaires sont plus ou moins importantes selon les niveaux d’ambition encore affichés. Sans surprise, la crise financière de 2008 justifie ces politiques, qui se traduisent aussi par une vague de restructurations sans précédent au sein des forces armées européennes. Les pays de l’Union Européenne ont donc massivement choisi de réduire leurs investissements de défense afin de compenser leur endettement. Cette réaction pourrait être compréhensible, si le reste du monde agissait de la sorte. Mais ce n’est pas le cas : les Etats-Unis, malgré une volonté de rationaliser leurs dépenses, se donnent les moyens de pérenniser leur suprématie militaire pour des décennies, tandis que les puissances émergentes concrétisent leurs ambitions en consacrant des sommes de plus en plus importantes à leur défense. La Russie, quant à elle, a choisi d’enrayer son déclin en remilitarisant à outrance malgré ses difficultés économiques. Indifférents face aux enjeux de cette évolution contrastée, les Européens comptent donc de moins en moins militairement dans le monde.

Pourtant, le marasme économique n’a fait qu’accélérer une dynamique qui puise ses racines dans les soubresauts historiques et sociétaux de l’Europe. En effet, marqués par un 20<sup>ème</sup> siècle sanglant, les Européens se sont évertués à sortir d’une Histoire qui les a trop durement éprouvés. Confortés par une longue période de paix, par la protection des Etats-Unis et par le

parapluie nucléaire, ils ont bâti une Union Européenne qui a fait le choix de bannir les rapports de force : mieux, ils ont cru que cet idéal normatif et pacifiste serait inexorablement adopté par le reste du monde. Alors que la guerre s'est progressivement éloignée de son horizon, l'Europe a aussi traversé de véritables révolutions sociétales, à l'Ouest comme à l'Est, qui l'ont résolument fait entrer dans l'ère du postmodernisme. Fortement contestées à partir des années 1960, les institutions militaires ont perdu le statut privilégié qu'elles occupaient dans les sociétés européennes. Cette contestation s'est ensuite atténuée en raison de la disparition progressive des conscriptions, tandis que la dimension guerrière des militaires s'estompait au fur et à mesure des opérations militaires de maintien de la paix. Mais, la contrepartie de cette popularité retrouvée, c'est que les Européens sont de plus en plus indifférents vis-à-vis d'un métier, dont ils ne reconnaissent plus la légitimité ou la spécificité. Ainsi, les récentes réductions budgétaires constituent l'aboutissement d'une longue démilitarisation des sociétés européennes.

La conséquence majeure de cette dynamique de fond, c'est que l'Europe décline militairement car elle s'est privée des moyens de conduire seule des opérations militaires, même limitées, tandis que la politique européenne de défense souffre d'un manque de volonté politique de la part des Etats membres de l'UE et que son industrie de défense peine à survivre. Pourtant, dans un contexte de mondialisation qui encourage les confrontations et les rapports de forces, les menaces étatiques ou transnationales se multiplient, parfois aux frontières mêmes de l'Europe. Ainsi, cette démilitarisation vulnérabilise un continent européen, dont la sécurité ne sera plus systématiquement garantie par les Etats-Unis. Il n'est cependant pas trop tard car les Européens sont dépositaires d'un riche héritage militaire qui leur confère une certaine crédibilité ; en outre, de plus en plus de responsables et d'analystes s'alarment de cette démilitarisation et appellent à une prise de conscience. Néanmoins, pour enrayer cette dynamique, les Européens devront

appréhender avec lucidité leur environnement et comprendre que la coercition militaire, conjuguée avec d'autres instruments, demeure indispensable pour défendre leurs intérêts. Il leur faudra aussi tirer les conclusions de leur situation économique et stratégique, en acceptant une mutualisation croissante, mais pragmatique, de leurs capacités militaires.

Cette étude s'est heurtée à deux obstacles majeurs : la volonté d'aborder tous les aspects d'un sujet aussi vaste, ne permet pas d'en creuser outre mesure certains aspects fondamentaux : ainsi, la dimension sociétale de la démilitarisation de l'Europe mériterait un projet de recherche à elle-seule. De plus, l'évolution constante de l'actualité et des données offre des éclairages nouveaux : à titre d'exemple, les derniers chiffres du SIPRI constatent une stabilisation des dépenses militaires mondiales<sup>201</sup>. Cependant, ces évolutions ne remettent pas en cause le fond du problème car, pour reprendre l'exemple choisi, malgré cette stabilisation, l'Europe continue de réduire ses budgets de défense tandis que les puissances émergentes continuent de les augmenter.

C'est pourquoi la question sous-tendue par le titre de cet essai appelle une réponse évidente : oui, l'Europe se démilitarise et cette évolution est dangereuse dans un monde où les sociétés postmodernes demeurent minoritaires. Plus que jamais, l'Union Européenne est donc « un géant économique, un nain politique et une larve militaire »<sup>202</sup>. Or s'il est envisageable de surmonter les causes immédiates de la démilitarisation de l'Europe, à savoir la crise économique, il est beaucoup plus difficile d'influencer les causes profondes et d'inverser une dynamique si

---

<sup>201</sup>Alain Ruello, « Coup d'arrêt à la hausse des dépenses militaires mondiales », *Les Echos*, 18 avril 2012 (n°21168).

<sup>202</sup>Pour reprendre l'expression célèbre de l'ancien ministre des affaires étrangères belges, Mark Eyskens.

profondément ancrée dans l'inconscient européen. En clair, les Européens mettront du temps à admettre qu'ils ont des intérêts vitaux communs et qu'il n'est pas immoral de les défendre, l'emploi de la force en relations internationales n'étant pas forcément synonyme de domination impérialiste.

A n'en point douter, la clé de cette problématique est bien européenne car la remilitarisation ne peut se faire au niveau purement national : comme le rappelle Nicole Gnesotto, « la plus grande des nations européennes ne sera jamais qu'un petit pois face à la Chine, à l'Inde, aux Etats-Unis »<sup>203</sup>. En outre, les perspectives économiques de la plupart des pays européens crédibilisent difficilement l'idée qu'un Etat puisse conserver le spectre complet des capacités militaires à moyens termes. Cependant, cette évidence se heurte à la nécessité de construire une Europe plus politique, sujet sensible et complexe qui n'entre pas dans le cadre de cette étude.

Par ailleurs, les Etats-Unis détiennent aussi une partie des solutions à la démilitarisation de l'Europe. En effet, il est courant en Amérique du Nord de considérer avec une certaine ironie les démêlées de la vieille Europe. Pourtant, les Américains ont besoin des Européens, et pas seulement au niveau économique. En effet, la construction d'une Europe forte et autonome leur permettra de se concentrer sur la région pacifique, tout en conservant des alliés crédibles, fiables et partageant leurs valeurs démocratiques. Il est donc nécessaire que les Etats-Unis et l'Europe redéfinissent leurs relations : pour ce faire, Washington doit faire preuve de cohérence dans sa

---

<sup>203</sup>Nicole Gnesotto, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique...*, p. 172.

stratégie européenne. En effet, l'administration américaine ne peut pas souhaiter d'un côté une Europe plus forte et autonome militairement, et de l'autre la considérer comme un vassal docile et un gigantesque débouché pour son industrie d'armement.

Enfin, le monde lui-même a besoin d'une Europe puissante et stable, d'une Europe plus sage car guérie de ses rêves de domination par une histoire récente douloureuse, d'une Europe capable de raisonner ou de contrebalancer le géant américain, d'une Europe où la force demeure démocratique. Et surtout, d'une Europe capable de mettre sa technologie, ses savoir-faire et son expérience militaires au service de la paix et du développement.

Pour conclure, les Européens sont à la croisée des chemins en raison des opportunités qui se présentent et des nuages qui s'amoncellent. Comme le précise Jolyon Howorth, professeur de science-politique à l'université de Yale ;

[...] soit les Européens, collectivement, décident de se donner enfin les instruments nécessaires pour sous-tendre leurs ambitions stratégiques globales (et encore faudrait-il s'en donner) ; soit ils se décident de rester une « puissance normative », de devenir une grande Suisse, mais sans la capacité de défense collective de celle-ci.<sup>204</sup>

Ainsi, après que son existence eut été mise en péril, au 20<sup>ème</sup> siècle, par la course aux armements, l'Europe du 21<sup>ème</sup> siècle est menacée par sa course à la démilitarisation. Si cette course n'est pas résolument stoppée, l'Europe sera vulnérabilisée, dépendante de la bonne volonté des Etats-Unis, marginalisée sur la scène internationale, bafouée par l'arrogance des nouvelles puissances,

---

<sup>204</sup>Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, *Actes du séminaire EuroDéfense : Crise libyenne et crise financière – quelles conséquences pour l'Europe de la défense ?*, intervention de Jolyon Howorth, p. 19.

exclue d'une mondialisation pleine d'opportunités, repliée sur elle-même et surtout à la merci d'une surprise stratégique destructrice. Triste fin pour une épopée, débutée il y a plus de 2600 ans dans la verve et l'héroïsme des poèmes homériques.

## BIBLIOGRAPHIE

### LIVRES :

Biscop, Sven, and Jo Coelmont. *Europe, Strategy and Armed Forces: The Making of a Distinctive Power*, Oxon: Routledge, 2012.

Chauprade, Aymeric. *Géopolitique : Constantes et changements dans l'histoire*, Paris : Ellipses, 2007.

Cooper, Robert. *The Breaking of Nations*, New-York: Atlantic Monthly Press, 2004.

David, Charles-Philippe. *La guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris : Presses de Science-Po, 2006.

De Gaulle, Charles. *La France et son armée*, Paris : Perrin, 2011.

Desportes, Vincent. *La guerre probable – penser autrement*, Paris : Economica, 2007.

Finkielkraut, Alain. *La défaite de la pensée*, Paris : Gallimard, 1987.

Fukuyama, Francis. *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris : Flammarion, 1992.

Gnesotto, Nicole. *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique*, Paris : Armand Colin, 2011.

Guillebaud, Jean-Claude. *Le commencement d'un monde*, Paris : Seuil, 2008.

Hanson, Victor Davis. *Carnage et culture*, Paris : Flammarion, 2010.

Huntington, Samuel. *The Soldier and the State: the theory of civil-military relations*, Cambridge: Harvard University Press, 1957.

Janowitz, Morris. *The professional Soldier, a social and political portrait*, Glencoe: The Free Press, 1960.

Kagan, Robert. *La puissance et la faiblesse*, Paris : Hachette, 2006.

Kaplan, Lawrence S. *The Birth of the Transatlantic Alliance*, Plymouth: Rowman and Littlefield Publishers, 2007.

King, Anthony. *The Transformation of Europe's Armed Forces*, New-York: Cambridge University Press, 2011.

Kuhlmann, Jürgen, and Jean Callaghan. *Military and Society in 21<sup>st</sup> Century Europe – A comparative Analysis*, New Brunswick: Transaction Publishers, 2000.

Laïdi, Zaki. *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Paris : Presses de Science-Po, 2005.

Lipovetsky, Gilles. *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris : Folio, 1989.

Louis, Roger, and Roger Owen. *Suez 1956: The Crisis and its Consequences*, Oxford: Clarendon Press, 1991.

Maalouf, Amin. *Les Croisades vues par les Arabes*, Paris : éditions Jean-Claude Lattès, 1983.

Merchet, Jean-Dominique. *Défense européenne, la grande illusion*, Paris : Larousse, 2009.

Mölling, Christian, and Sophie-Charlotte Brune. *The Impact of the Financial Crisis on European Defense*, Bruxelles: European Parliament, 2011.

Moskos, Charles C., John Allen Williams and David R. Segal. *The Postmodern Military – Armed Forces After the Cold War*, New-York: Oxford University Press, 2000.

Mueller, John. *Retreat from Doomsday - The Obsolescence of Major War*, New-York: Basic Books, 1989.

Pottier, Olivier. *Armée-Nation : divorce ou réconciliation ?*, Paris : L'Harmattan, 2005.

Rabaut, Jean. *L'antimilitarisme en France, 1870-1975 : faits et documents*, Paris : Hachette, 1975.

Smith, Rupert. *L'utilité de la force*, Paris : Economica, 2007.

Szvircsev Tresch, Tibor, and Christian Leuprecht. *Europe Without Soldiers – Recruitment and Retention Across the Armed Forces of Europe*, Kingston: School of Policy Studies, 2010.

Védrine, Hubert. *Le temps des Chimères*, Paris : Fayard, 2009.

Venner, Dominique. *Le siècle de 1914*, Paris : Pygmalion, 2006.

Washington, Georges. « Message d'adieu adressé par Washington au peuple américain », extrait de *Washington, libérateur de l'Amérique*, sous la direction de Joseph Fabre, Paris : Librairie Ch. Delagrave, 1886, p. 331-332.

Zweig, Stefan. *Le monde d'hier*, Paris : Belfond, 1982.

#### **ARTICLES DE REVUES SCIENTIFIQUES ET ARTICLES DE PRESSE :**

Air et Cosmos. « Coupes claires dans le budget néerlandais », <http://www.air-cosmos.com/defense/201104110145453/coupes-claires-dans-le-budget-neerlandais.html> ; Internet ; consulté le 6 janvier 2012.

Ashbourne-Walmsley, Alex. «SDSR, Why the Coalition Government Cut Where It Did», extrait de *Rusi Defence Systems* (Spring 2011), p. 16-17.

Association Nationale Maréchal Lyautey.  
<http://www.lyautey.mosaiqueinformatique.fr/content/view/27/43/1/5/>; Internet ; consulté le 5 février 2012.

Atlantico. « L'Europe en voie de clochardisation militaire », <http://www.atlantico.fr/decryptage/europe-defense-armee-militaire-difficultes-demilitarisation-intervention-libye-81550.html> ; Internet ; consulté le 10 janvier 2012.

Boëne, Bernard. « La professionnalisation des armées : contexte et raisons, impact fonctionnel et sociopolitique », extrait de *Revue française de sociologie*, volume 44 (2003), p. 682-684.

Brattberg, Erik. « Opportunities Lost, Opportunities Seized: The Libya Crisis as Europe's Perfect Storm », extrait de *European Policy Centre – Policy Brief*, June 2011 ; accessible à <http://www.ui.se/upl/files/57709.pdf> ; Internet ; consulté le 15 janvier 2012.

Charmelot, Jacques. « Le smart power américain, un défi pour l'Europe », extrait de *Fondation Robert Schuman – Questions d'Europe n°127* (9 février 2009) ; accessible à [http://www.robert-schuman.eu/doc/questions\\_europe/qe-127-fr.pdf](http://www.robert-schuman.eu/doc/questions_europe/qe-127-fr.pdf) ; Internet ; consulté le 27 mars 2012.

« Défense et sécurité, situation et perspectives du secteur ». Extrait de *Entreprises et Industrie magazine*, 19 avril 2011 ; accessible à [http://ec.europa.eu/enterprise/magazine/articles/industrial-policy/article\\_10997\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/magazine/articles/industrial-policy/article_10997_fr.htm) ; Internet ; consulté le 25 mars 2012.

De Hass, Marcel. « Russia's Military Doctrine development (2000-10) », extrait de *Strategic Studies Institute – US Army War College*, 2011 ; accessible à <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubID=1050> ; Internet ; consulté le 27 janvier 2012.

Dumoulin, André. « Enjeux et signifiants de l'extension de l'OTAN » : p. 549, extrait de *Etudes internationales*, n° 3 (1999) ; accessible à <http://www.erudit.org/revue/ei/1999/v30/n3/704056ar.pdf> ; Internet ; consulté le 8 février 2012.

Duval, Samuel. « Soldat français tombés en Afghanistan : rendez-nous nos héros ! », extrait de *Le Monde*, 11 mars 2010 ; accessible à [http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/03/11/soldats-francais-tombes-en-afghanistan-rendez-nous-nos-heros-par-samuel-duval\\_1317906\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/03/11/soldats-francais-tombes-en-afghanistan-rendez-nous-nos-heros-par-samuel-duval_1317906_3232.html) ; Internet ; consulté le 5 mars 2012.

Fleurant, Aude, Irène Eulriet, Jean-Paul Perruche et Guillaume Hofmann. « La réforme de la Bundeswehr : état d'avancement et perspectives », extrait de *Lettre de l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire* (IRSEM) n°6 (2011); accessible à <http://www.irsem.defense.gouv.fr/spip.php?rubrique136> ; Internet ; consulté le 13 janvier 2012.

Gates, Robert. "The Security and Defense Agenda : Future of NATO", discours prononcé à Bruxelles le 10 juin 2011; accessible à <http://www.defense.gov//speeches/speech.aspx?speechid=158>; Internet ; consulté le 2 novembre 2011.

Gomart, Thomas. "Russia Alone Forever? The Kremlin's Strategic Solitude.", extrait de *Politique étrangère*, n°5 (2008), p. 23-33.

Gouëset, Catherine. « La chute de Gbagbo en huit actes », extrait de *L'Express* , 11 avril 2011 ; Accessible à [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-chute-de-gbagbo-en-huit-actes\\_947063.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-chute-de-gbagbo-en-huit-actes_947063.html) ; Internet ; consulté le 9 mars 2012.

Gros-Verheyde, Nicolas. « L'Europe entend se ravitailler toute seule », extrait de *Bruxelles2*, 22 mars 2012 ; accessible à <http://www.bruxelles2.eu/tag/capacites> ; Internet ; consulté le 27 mars 2012.

Hiault, Richard. « L'Europe affiche un record de près de 25 millions de chômeurs », extrait de *Les Echos*, 2 mars 2012 ; accessible à <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0201926499568-l-europe-affiche-un-record-de-pres-de-25-millions-de-chomeurs-297248.php> ; Internet ; consulté le 6 mars 2012.

Hude, Henri. « Grande Crise, Occident et défense nationale », extrait de *Revue Défense Nationale*, n°745 (décembre 2011), p. 81-82.

Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire. *Actes du séminaire EuroDéfense : Crise libyenne et crise financière – quelles conséquences pour l'Europe de la défense ?*, intervention du général Maurice de Langlois, p. 74.

Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire. *Actes du séminaire EuroDéfense : Crise libyenne et crise financière – quelles conséquences pour l'Europe de la défense ?*, intervention de Jolyon Howorth, p. 19.

Jankowski, Barbara. « L'évaluation des relations entre les militaires et la société civile », extrait de *Les thématiques du Centre d'Etudes en Sciences Sociales de la Défense (C2SD)*, n°20 (mai 2009), p. 42-45.

Jégo, Marie. « Moscou s'approvisionne en armes à l'étranger », extrait de *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 34.

Jenni, Alexis. « Défense et illustration de l'Art français de la guerre », extrait de *Revue Défense Nationale*, n°749 (avril 2012), p. 7-10.

Jones, Ben. « Franco-British Military Cooperation: A new Engine for European Defence? », extrait de *European Union Institutes for Security Studies (ISS)*, occasional paper n°88 (February 2011).

Kempf, Olivier. « Dissuasion du fort au faible », extrait de *Revue Défense Nationale*, n°747 (février 2012), p. 21-28.

Kiss, Peter. « Eastern European Defense Review: Defense Cooperation within the Visegrad group. Unexplored opportunities? », extrait de *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*; accessible à <http://csis.org/blog/eastern-european-defense-review-defense-cooperation-within-visegrad-group-unexplored-opportunit>; Internet ; consulté le 26 mars 2012.

La Documentation Française. « Un si lourd bilan », <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/premiere-guerre-mondiale/bilan.shtml> ; Internet ; consulté le 5 février 2012.

Lafargue, François. « Des économies émergentes aux puissances émergentes », extrait de *Questions internationales*, n°51 (septembre-octobre 2011), p. 101-108.

Lasserre, Isabelle. « Les leçons du conflit libyen pour la défense européenne », extrait de *le Figaro*, 23 août 2011 ; accessible à <http://www.lefigaro.fr/international/2011/08/23/01003-20110823ARTFIG00616-les-lecons-du-conflit-libyen-pour-la-defense-europeenne.php> ; Internet ; consulté le 10 mars 2012.

Lecointre, François. « Pour une culture armée », extrait de *Inflexions*, n°11 (2010).

« Le service militaire obligatoire en comparaison européenne ». Extrait de *Analyse du Center for Security Studies (CCS)*, n°75 (juin 2010), p. 1.

“Les forces armées de 150 Etats”. Extrait de *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 161.

« Les ventes d’armes défient la crise ». Extrait de *Le Monde international*, 21 février 2011 ; accessible à [http://www.lemonde.fr/international/article/2011/02/21/les-ventes-d-armes-defient-la-crise\\_1482947\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2011/02/21/les-ventes-d-armes-defient-la-crise_1482947_3210.html) ; Internet ; consulté le 25 mars 2012.

Macintyre, Ben. “We Should Sing a Louder Song for our Heroes”, extrait de *The Times*, 19 mars 2009.

McDermott, Roger. “Les forces armées russes : le pouvoir de l’illusion”, extrait de *Russie. Nei. Visions*, n°37 (mars 2009), p. 7-11.

Panetta, Leon. Discours prononcé à la Fondation Carnegie Europe, le 5 octobre 2011 à Bruxelles ; accessible à <http://www.defense.gov/speeches/speech.aspx?speechid=1618> ; Internet, consulté le 20 janvier 2012.

Paris, Henri. « La mort ou l’échec de la défense européenne dans les Balkans », extrait de *Géostratégiques*, n°31 (2<sup>e</sup> trimestre 2011), p. 67-68.

Pedroletti, Brice. “La Chine redouble d’agressivité sur la scène internationale”, extrait de *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 26.

Pellistrandi, Jérôme. « L’OTAN et les défis post-2014 », extrait de *Revue Défense Nationale*, n°745 (décembre 2011), p. 59-66.

Perruche, Jean-Paul. « Et l’Europe ? L’Europe de la Défense à la croisée des chemins », extrait de *Le Casoar*, n°203 (octobre 2011), p. 23-25.

Perruche, Jean-Paul. « Le prix à payer des Européens pour être le partenaire stratégique des Américains », extrait de *Le Monde*, 19 janvier 2012.

Perruche, Jean-Paul. « Plaidoyer pour une défense européenne », extrait de *Le Point*, 23 mars 2012 ; accessible à [http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/jean-paul-perruche-plaidoyer-pour-une-defense-europeenne-23-03-2012-1444387\\_53.php](http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/jean-paul-perruche-plaidoyer-pour-une-defense-europeenne-23-03-2012-1444387_53.php) ; Internet ; consulté le 27 mars 2012.

Pottier, Olivier. « GI's go home! Les Européens et la présence militaire américaine depuis 1945 » : p. 207 ; accessible à [http://www.theatrum-belli.com/files/GI\\_GO\\_HOME.2.pdf](http://www.theatrum-belli.com/files/GI_GO_HOME.2.pdf) ; Internet ; consulté le 7 février 2012.

Ricard, Philippe. « L'Europe en perte d'influence », extrait de *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 36-37.

Robin, Frédéric. « L'Inde s'engage dans la modernisation de son arsenal militaire », extrait de *Le Monde : bilan géostratégie*, édition 2011, p. 40.

Roche, Jean-Jacques. « Les bénéfices prévisibles d'un désengagement américain », extrait de *Le Monde*, 19 janvier 2012.

Roussel, Thomas. « La nouvelle politique de défense américaine : quelles conséquences pour l'Europe et la France ? », extrait de *Analyse et prospective internationale*, 23 janvier 2012 ; accessible à <http://analysons.wordpress.com/2012/01/23/la-nouvelle-politique-de-defense-americaine-quelles-consequences-pour-leurope-et-la-france/> ; Internet ; consulté le 26 mars 2012.

Ruello, Alain. « Coup d'arrêt à la hausse des dépenses militaires mondiales », *Les Echos*, 18 avril 2012 (n°21168).

Saint-Paul, Patrick. « L'Allemagne va mettre fin au service militaire obligatoire », extrait de *Le Figaro* (28 septembre 2010) ; accessible à <http://www.lefigaro.fr/international/2010/09/28/01003-20100928ARTFIG00808-l-allemande-va-mettre-fin-au-service-militaire-obligatoire.php> ; Internet ; consulté le 31 janvier 2012.

Salor, Audrey. « Civils, militaires : l'indifférence cordiale », extrait de *Le Nouvel Observateur* (juillet 2011) ; accessible à <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20110720.OBS7342/civils-militaires-l-indifference-cordiale.html> ; Internet ; consulté le 2 mars 2012.

Tourret, Marc. « Qu'est-ce qu'un héros », extrait de *Inflexions*, n°16 (2011), p. 103.

Van Ham, Peter. « L'Europe doit être prête à la guerre », extrait de *Libération*, 1<sup>er</sup> juin 2009 ; accessible à <http://www.liberation.fr/monde/0101570629-l-europe-doit-etre-prete-a-la-guerre> ; Internet ; consulté le 9 février 2012.

Vasseur, Daniel. « Le déclin économique de l'Europe et les nouveaux enjeux de la construction européenne », extrait de *Le Monde.fr Idées* ; accessible à [http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/13/le-declin-economique-de-l-europe-et-les-nouveaux-enjeux-de-la-construction-europeenne\\_1506811\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/13/le-declin-economique-de-l-europe-et-les-nouveaux-enjeux-de-la-construction-europeenne_1506811_3232.html) ; Internet ; consulté le 6 mars 2012.

Verstappen, Caroline. « La civilianisation de l'institution militaire », extrait de *Les thématiques du Centre d'Etudes en Sciences Sociales de la Défense (C2SD)*, n°14 (mai 2008).

Witney, Nick. “How to Stop the Demilitarisation of Europe”, extrait de *European Council on Foreign relations – Policy Brief*, n°40 (novembre 2011); accessible à [http://www.ecfr.eu/page/-/ECFR40\\_DEMILITARISATION\\_BRIEF\\_AW.pdf](http://www.ecfr.eu/page/-/ECFR40_DEMILITARISATION_BRIEF_AW.pdf) ; Internet ; consulté le 9 mars 2012.

## DOCUMENTS OFFICIELS :

Conseil de l'Union Européenne. *Stratégie européenne de sécurité*, Bruxelles : Secrétariat Général du Conseil de l'Union Européenne, 2003.

France. Ministère de la Défense. *Gagner les cœurs et les esprits, origine historique du concept – application actuelle en Afghanistan*, Paris : Centre de Doctrine et d'Emploi des Forces, 2010.

France. Premier Ministre. *La France face aux évolutions du contexte international et stratégique - Document préparatoire à l'actualisation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*, Paris : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, 2012.

Stockholm International Peace Research Institute. *Yearbook 2011*, Oxford: Oxford University Press, 2011.

United-Kingdom. Prime Minister. *Securing Britain in an Age of Uncertainty, Strategic Defense and Security Review*, London: The Stationery Office, 2010.

United-States. Department of Defense. “Sustaining US Global Leadership: Priorities for 21<sup>st</sup> Century Defense”, accessible à [http://www.defense.gov/news/Defense\\_Strategic\\_Guidance.pdf](http://www.defense.gov/news/Defense_Strategic_Guidance.pdf) ; Internet ; consulté le 20 janvier 2012.